

LA LIBERTÉ
DE
CONSCIENCE ET DE CULTE
DANS
L'ITALIE MUSSOLINIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 juin 1941, à 14 heures

PAR

ÉRIC DE SÉGOGNE

JURY...	{	{	Président : M. SIBERT, professeur à la Faculté de droit de Paris.
			MM. REGNAULT, professeur à la Faculté de droit de Lille.
			BATIFFOL, professeur à la Faculté de droit de Paris.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1941

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LIBERTÉ
DE
CONSCIENCE ET DE CULTE
DANS
L'ITALIE MUSSOLINIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 juin 1941, à 14 heures

PAR

ÉRIC DE SÉGOGNE

JURY...	{	Président : M. SIBERT, professeur à la Faculté de droit de Paris.
		Suffragants { MM. REGNAULT, professeur à la Faculté de droit de Lille. BATIFFOL, professeur à la Faculté de droit de Paris.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1941



INTRODUCTION

Qu'est-ce que la liberté de conscience et de culte ? De quand date cette liberté en Italie ? A-t-elle été consacrée par le Fascisme ? Comment s'extériorise-t-elle dans la pratique ? Ne subit-elle pas certaines atteintes et restrictions soit en droit, soit en fait ? Les adeptes des cultes dissidents et les libre-penseurs même sont-ils satisfaits de l'état de choses actuel ? Telles sont les questions auxquelles nous essayerons de répondre dans les pages qui vont suivre, en nous basant sur les lois et règlements en vigueur et aussi sur les réalités.

Elles sont d'un intérêt que les quelques considérations suivantes suffisent à mettre en pleine lumière : d'une part la liberté de conscience et de culte est si chère à l'humanité que le droit international fait fléchir en sa faveur le principe de la souveraineté des Etats. Un certain nombre de pays ont, surtout depuis 1919, assumé des obligations en ce qui concerne la protection de leurs ressortissants appartenant à des minorités de race, de reli-

la respecter complètement chez elles, surtout au regard d'individus qui ne font point partie de minorités ethniques, mais de la grande famille nationale (*Précis de Droit Constitutionnel*; Recueil Sirey, 1929, p. 23 en note). Du point de vue du droit positif international, il y a peut-être quelques inexactitudes dans la façon dont sont présentées les choses par l'éminent professeur; mais, quant au fond, ses conclusions paraissent incontestables.

D'autre part, l'Italie est un Etat totalitaire : c'est-à-dire qu'elle a le culte de la souveraineté de l'Etat. Un sous-secrétaire d'Etat de Mussolini, M. Balbino, dans un discours officiel, parle de la bonne volonté que tous doivent avoir « de servir la divinité de l'Etat ». Mussolini déclare que l'Etat est une fin absolue absorbant l'individu » (discours du 14 septembre 1929). Dans ses institutions de sociologie (t. 1, p. 137), un spécialiste, le R. P. Maria Weiss expose, ainsi qu'il suit, mais pour s'élever contre l'essentiel du Fascisme : « l'Etat est absolu. Il est sa propre fin. Il n'est soumis à aucune puissance plus élevée que lui. Il n'est responsable envers personne. Il donne des lois; mais il n'est régi ni par la loi morale, ni par la loi religieuse. De sa nature, il est sans religion, sans confession : il est le maître suprême et unique de tout droit. Il possède sur tout le droit le plus grand et la puissance la plus

élevée. Devant la volonté de l'Etat qui, de son autorité privée, sauvegarde ses intérêts, il n'est aucun intérêt privé ou public qui puisse tenir. »

Une telle doctrine n'est pas dénuée de grandeur; mais elle est fort dangereuse. Elle eût pu facilement ressusciter la vieille maxime : *Cujus regio ejus religio*, d'autant qu'en Italie, l'unité de confession était déjà presque réalisée. Il y a, en effet, fort peu de non catholiques dans l'Italie métropolitaine. D'après le dernier recensement dont les résultats aient été publiés, la population de l'Italie est ainsi divisée quant à la religion professée : population présente en fait au moment du recensement (1931) : 41.709.581 nationaux, parmi lesquels l'on compte 82.569 adeptes des églises évangéliques; 47.485 israélites; 5.896 orthodoxes grecs; 814 musulmans; 17.483 sans aucune religion. Tous les autres appartiennent à la religion catholique romaine. C'est dire que la proportion des fidèles des cultes dissidents et des libres-penseurs est tout à fait infime. Mettant à profit cette situation de fait, le Fascisme eût pu être tenté d'imposer l'unité de confession à tous ses ressortissants, au moins dans la métropole, d'autant qu'il a été souvent admis que l'unité de religion est un élément de force pour un pays.

Mais le gouvernement italien pratique une poli-

tique très réaliste, tout en l'enveloppant de déclarations sonores. A bien des égards, ce gouvernement est un gouvernement non conformiste, révolutionnaire; avait-il intérêt à heurter l'opinion publique dans une de ses fibres les plus sensibles ? Sans doute, il sait comment l'opinion publique se crée et se manœuvre; mais il sait aussi que c'est une force avec laquelle l'on doit nécessairement compter, et qu'en certaines matières — comme celle de la liberté de conscience et de culte — il n'est pas sans péril de la bafouer.

D'autre part, si les non-catholiques sont très peu nombreux en Italie proprement dite, ils sont déjà fort nombreux dans l'Empire : îles de la mer Egée, Tripolitaine, Cyrénaïque, Erythrée, Somalie, Tientsin, Ethiopie. Dans les îles de la mer Egée, l'on comptait au dernier recensement dont les résultats soient connus (1931) : 130.855 habitants, dont 108.485 orthodoxes; 8.772 musulmans; 4.881 israélites; 5.780 catholiques. En Tripolitaine, il y avait 522.914 indigènes et 30.866 Italiens et étrangers; au total : 552.780, parmi lesquels 500.326 musulmans, 21.342 israélites; 16.500 catholiques et 1.216 individus sans religion ou de religions diverses — orthodoxes surtout. En Cyrénaïque, le recensement donnait 164.607 habitants, parmi lesquels 18.861 Italiens ou étrangers, en majorité catholiques; mais avec une

proportion importante d'israélites : 4.000 environ. Les indigènes sont musulmans. En Erythrée, 671.776 habitants : 55 % sont musulmans; 37 % sont coptes; 4 à 5 % païens; 2 à 3 % catholiques; 0,11 % évangéliques. Il ne s'y trouve que quelques centaines d'israélites et d'orthodoxes. En Somalie: 990.815 habitants, presque tous musulmans. On n'y compte que 2.078 catholiques et quelques israélites et orthodoxes. A Tientsin, il y a 6.261 habitants, dont 5.725 Chinois de religions variées, et 536 Italiens, surtout catholiques. En Ethiopie enfin, la population s'élève à environ 10 millions d'habitants, dont plus de 5 millions sont coptes, 3 millions musulmans; 1 million 1/2 païens. Il n'y a que 11.200 catholiques. De ces statistiques, qui n'ont peut-être qu'une exactitude approximative, il résulte en tout cas, à l'évidence, que dans les dépendances de l'Italie, le nombre des non-catholiques est important. Le gouvernement fasciste, qui est très désireux d'assurer la cohésion entre les diverses parties de l'Empire, ne devait-il pas tenir compte de ce fait ?

Ce n'est pas tout. Si replié sur soi que vive un pays, il ne peut pas faire abstraction des autres. Or, dans le monde, le nombre des non-catholiques est formidable. D'après le calendrier « Atlante de Agostini » de 1933, il y aurait 380 millions de catholiques, 220 millions d'évangéliques, 150 millions

d'orthodoxes; 16 millions d'israélites; 260 millions de mahométans; 630 millions de bouddhistes; 280 millions de brahmanistes; 120 millions de païens. D'après l'almanach de Whitaker, les chiffres seraient les suivants : 331 millions 500.000 catholiques; 206 millions 900.000 évangéliques; 144 millions d'orthodoxes; 16 millions 130.000 israélites; 209 millions de musulmans; 150 millions 180.000 bouddhistes; 230 millions 150.000 brahmanistes; 350 millions 650.000 adeptes de Confucius; 125 millions 650.000 païens; 25 millions de scintoïstes; 50 millions 870 non classifiés...

De ces chiffres il ressort que les confessions dissidentes, peu importantes en Italie même, sont très largement représentées dans le monde. Or, il est de fait, même aujourd'hui, qu'un rameau d'une confession ne peut être molesté sans que toute la confession se sente atteinte et devienne hostile au gouvernement persécuteur. Ce risque est particulièrement à redouter pour le Fascisme qui, sous bien des aspects, est en position de lutte avec les idées reçues. En voici une preuve péremptoire. Vers le moment de la signature des accords de Latran (11 février 1929) se répandit le bruit que ces accords contenaient des clauses secrètes tendant à limiter le plus possible la liberté des non-catholiques. Dans les milieux libéraux et parmi les mino-

rités religieuses se produisit une sorte de panique qui eut un profond retentissement à l'étranger, spécialement en Angleterre, en Amérique et dans les pays nordiques. Ce fut à ce point que du 15 février au 15 mars parvinrent en Italie de nombreux télégrammes demandant à des Italiens non-catholiques de rassurer leurs amis du dehors par dépêche : « Tanto che molti accatolici italiani, che sono in rapporti di amicizia e di affari con persone residenti neicentri piu importanti dell' Inghilterra, dell' America... sono stati, dal 15 febbraio al 15 marzo 1929, ansiosamente, regati di dare, anche per telegrafo, assicurazioni sulla loro sorte » (Piacentini, *la Legge*, 24 giugno 1929, n° 1159, Roma, 1929). On songea même à organiser l'exode en masse des non-catholiques d'Italie, ainsi que de leurs biens — comme cela s'était fait en France pour les Huguenots après la révocation de l'Edit de Nantes (1685). Il est permis de penser que cette panique ne fut pas tout à fait spontanée, qu'elle fut orchestrée par les adversaires des idées fascistes. Un tel état de fait devait inciter le gouvernement fasciste à la prudence.

Celui-ci devait enfin se demander s'il est vrai, comme beaucoup le croient dans les pays où les minorités religieuses sont en nombre infime, que l'unité de foi religieuse soit une condition néces-

saire de la félicité et de la grandeur d'un peuple ou si, au contraire, ce n'est là que mirage et illusion. Mussolini a beaucoup vécu en Suisse. Or, qu'y voit-on ? Un peuple, en somme heureux, ardemment patriote et appartenant à des confessions religieuses très diverses; nulle part le sentiment national n'est plus développé que là. On pourrait en dire autant de l'Angleterre, des Etats-Unis d'Amérique. L'histoire montre que les tentatives faites par les princes pour imposer l'unité de foi n'ont pas eu de suites heureuses : par exemple, celle de Louis XIV et plus encore celle de Philippe II d'Espagne.

Mussolini allait-il, en cette matière délicate, suivre les traces de Louis XIV, pour lequel l'unité de foi était si souhaitable, ou de Napoléon, si préoccupé d'assurer la liberté religieuse de ses sujets ? Voici, en effet, comment ce dernier s'exprimait dans un discours du 7 décembre 1804 : « J'ai la ferme volonté de maintenir la liberté des cultes. L'empire de la loi finit là où commence celle de la conscience. » Avant de répondre à cette question, il convient de dire ce qu'il faut entendre par liberté de conscience et de culte et quel était l'état de choses au moment de la signature des accords de Latran

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LA LIBERTE DE CONSCIENCE ET DE CULTE ?

Ce chapitre comportera trois paragraphes : le premier essayera de définir, au moins approximativement, ce qu'est la liberté de conscience et de culte; le deuxième en fera une analyse aussi complète et exacte que faire se pourra, et la troisième indiquera les origines probables de cette idée.

§ 1

Dans son *Traité élémentaire de droit administratif*, M. H. Berthélémy note qu'il y a une distinction entre la liberté de conscience et la liberté des cultes. « La liberté de conscience comporte le droit de croire ce qu'on veut et de se rattacher à la religion qu'on préfère. Mais il n'implique pas la libre pratique des cultes. Sans doute; mais il nous semble qu'entre ces deux choses il y a un lien étroit. Pour nous la liberté de conscience a deux aspects ;

l'un qui est individuel : la liberté de conscience, et l'autre qui est social : la liberté de culte. M. le professeur Mestre fait aussi cette distinction. D'après lui, la liberté de conscience, c'est la liberté de croire ou de ne pas croire, d'adopter une religion ou de n'en professer aucune. La liberté des cultes, c'est le droit de prendre part aux réunions extérieures par lesquelles se manifeste une religion organisée ou de ne participer à aucune. La conscience relève du for intérieur, le culte du for extérieur. » (Cours de droit constitutionnel professé à la Faculté de Paris en 1937-38). C'est, semble-t-il, dans les constitutions modernes que l'on peut trouver les meilleures définitions ou descriptions de la liberté de conscience et de culte. En voici quelques-unes qui sont d'autant plus intéressantes qu'elles visent des pays où une confession est nettement prédominante.

Constitution de l'Etat libre d'Irlande (25 octobre 1922). L'article 8 est ainsi conçu : « La liberté de conscience, le droit de professer et de pratiquer librement n'importe quel culte religieux sont garantis à tout citoyen, sous réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs. Aucune loi ne pourra, soit directement, soit indirectement, avoir pour effet de subventionner aucune religion ou de supprimer ou de restreindre le libre exercice d'aucune religion,

ou de donner aucune préférence ou d'instituer aucune incapacité à raison de croyances ou de situations religieuses, ou d'affecter d'une manière préjudiciable le droit pour tout enfant de fréquenter une école publique sans être obligé d'assister aux leçons d'instruction religieuse données dans cette école, ou de faire aucune distinction au point de vue des subventions de l'Etat entre les écoles placées sous le contrôle des différentes confessions, ou de retirer à aucune confession ou institution d'enseignement une partie de ses biens, si ce n'est en vue de travaux de construction de routes ou de chemins de fer, d'éclairage, d'adduction d'eau, de drainage ou de tous autres travaux d'utilité publique et moyennant le paiement d'une indemnité. »

Ce texte donne une idée assez nette de ce qu'il faut entendre par liberté de conscience et de culte. Il ne se borne pas, en effet, à poser un principe : il envisage un grand nombre d'hypothèses et entre, comme c'est le cas des législations anglo-saxonnes, dans des détails minutieux ; il est pour nous d'un grand intérêt.

La constitution de la République Tchécoslovaque est plus laconique (29 février 1920). Cependant l'article 106, § 2 mérite d'être reproduit ici : « Tous les habitants de la République Tchécoslovaque jouissent sur son territoire, dans la même mesure

que les citoyens de la dite République, d'une pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans différence aucune d'origine, de nationalité, de langue, de race et de religion. Les exceptions à ce principe ne sont admissibles que dans les cas prévus par le droit international. »

Certes ce texte est d'ordre très général, mais il est catégorique : la religion ne saurait être une cause de discrimination ni entre les citoyens, ni entre les citoyens et les étrangers résidant dans le pays.

La constitution de la République Polonaise du 17 mars 1922 est beaucoup plus explicite : en voici les articles les plus significatifs. Article 111 : « Aucun citoyen ne peut à cause de sa foi et de ses convictions religieuses être limité quant aux droits accordés aux autres citoyens. Tous les citoyens de l'Etat polonais ont le droit de libre profession de leur foi, soit publiquement, soit privément et d'accomplir toutes fonctions religieuses et leurs rites, sous la seule réserve qu'ils ne soient pas contraires à l'ordre public et aux bonnes coutumes. »

Article 112 : « La liberté de la profession religieuse ne peut pas être exercée en contradiction avec les lois. Nul ne peut refuser de remplir ses obligations vis-à-vis de l'Etat à cause de ses convictions religieuses. Nul ne peut être contraint de par-

ticiper à des cérémonies religieuses, sauf s'il est soumis à la puissance paternelle ou à la tutelle. »

Article 113 : « Toute communauté religieuse reconnue par l'Etat a le droit d'organiser des cérémonies publiques et collectives et elle peut diriger elle-même ses propres affaires intérieures, acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, les administrer et en disposer; elle a la pleine faculté d'user et de jouir de ses fondations et de ses fonds pour des buts religieux, scientifiques et de bienfaisance. Toutefois aucune communauté religieuse ne peut être en contradiction avec les lois de l'Etat. »

Article 114 : « La religion catholique romaine, qui est la religion prépondérante de la majorité du peuple, a, dans l'Etat, la première position parmi les confessions légalement reconnues. Elle se gouverne selon ses lois propres; les rapports entre cette Eglise et l'Etat seront déterminés sur la base d'un accord avec le Saint-Siège, accord qui devra être ratifié par la Diète. »

Article 115 : « Les Eglises de minorités religieuses et toutes les autres communautés religieuses dûment reconnues par la loi, se gouvernent d'après leurs propres règles qui peuvent être reconnues par l'Etat, si elles n'ont rien de contraire aux lois. Les rapports entre ces Eglises et ces com-

munautés religieuses seront déterminés par voie législative après entente avec leurs représentants.»

Article 116 : « La reconnaissance d'une confession nouvelle et jusque-là non reconnue par la loi, ne pourra être refusée aux communautés religieuses dont l'organisation, la doctrine et la pratique ne seraient pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. »

Il serait, semble-t-il, difficile de montrer plus de libéralisme que ne le fait la catholique Pologne. Mêmes principes dans la constitution grecque du 29 septembre 1925, mais ramassés dans les courtes formules suivantes : La liberté de conscience est inviolable. Les pratiques de tous les cultes sont exercées librement.

Avec la Constitution du royaume des Serbes-Croates et Slovènes (28 juin 1921), on entre à nouveau dans de grands et intéressants détails :

Article 12 : « La liberté de religion et de conscience est garantie. Les confessions admises sont égales devant la loi et peuvent exercer publiquement leur culte. La jouissance des droits civils et politiques est indépendante de l'exercice de la religion. Nul ne peut se libérer de ses devoirs et obligations civiles et militaires en se fondant sur les prescriptions de sa religion. Sont admises toutes les religions qui, dans n'importe quelle partie du

royaume, ont obtenu la reconnaissance légale. Les autres religions ne peuvent être admises que par la loi. Les religions admises et reconnues règlent d'une façon autonome leurs affaires intérieures et gèrent leurs legs et fonds dans les limites de la loi. Nul n'est tenu de pratiquer publiquement sa religion. Nul n'est tenu de participer aux actes, cérémonies pratiques et exercices religieux, sauf en ce qui concerne les fêtes et cérémonies de l'Etat, et, dans les cas réglés par la loi, les personnes assujetties à l'autorité paternelle et militaire. Les religions admises et reconnues peuvent entretenir des relations avec leur chef religieux suprême, même en dehors des frontières de l'Etat, dans la mesure où l'exigent les prescriptions spirituelles de certaines religions. Le régime de ces relations sera réglé par la loi. Dans la mesure où des ressources sont prévues par les budgets de l'Etat pour les cultes, elles doivent être réparties entre les différentes confessions admises et reconnues, au prorata du nombre de leurs fidèles et selon leurs besoins réels justifiés. Les ministres des cultes ne doivent pas mettre leur autorité spirituelle au service d'intérêts de partis, soit dans les temples, soit par des écrits de caractère religieux ou autrement dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

En somme, presque toutes les constitutions mo-

dernes récentes proclament le principe de la liberté de conscience et de culte et plusieurs même y consacrent des textes abondants et détaillés. Il serait fastidieux de les parcourir toutes; ce serait aboutir à des redites; qu'on nous permette cependant d'en citer trois encore qui sont d'une concision et d'une netteté catégorique : a) la constitution de la République Chinoise du 10 octobre 1923 qui dispose que « le citoyen de la République Chinoise a la liberté de vénérer Confucius ou de professer une religion quelconque, sans subir de restriction autrement qu'en vertu des lois »; b) la constitution de l'Egypte du 19 avril 1923 qui déclare que « la liberté de conscience est absolue » et que l'Etat protège, conformément aux usages établis en Egypte, le libre exercice de toute croyance et de toute religion, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs; enfin, c) la constitution de Fiume du 1^{er} septembre 1920, due à Gabriele d'Annunzio : « Les libertés fondamentales de pensée, de presse, de réunion et d'association sont garanties par les lois constitutionnelles à tous les citoyens. Tout culte religieux est admis, respecté et peut avoir son temple. Mais que nul citoyen n'invoque ses croyances et ses rites pour se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs envers l'Etat... (Ruffini :

Diritti di libertà, Torino, 1926; Davide Yahier : *Il primo articolo dello statuto e la libertà religiosa in Italia*; A. Giannini, *le Costituzioni delli stati del Europa orientale*, Roma, 1929; *la Costituzione Egiziana*, Roma, 1923; B. Mirkine-Guetzévitch, *les Constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris, 1928).

Essayons maintenant de dégager les conséquences qui sont impliquées dans ces principes et dans ces règles forcément un peu théoriques.

§ 2

Un éminent jurisconsulte italien, Ruffini, a pu écrire que « lorsque l'Etat a garanti au citoyen la pleine liberté de conscience, lorsqu'il a garanti à toutes les confessions ou églises la pleine liberté de culte, il a fait tout ce qu'on peut légitimement attendre de lui en matière de liberté religieuse ». Soit. Mais le problème n'est ainsi que reculé; il reste à savoir à quelles conditions l'on pourra dire que la liberté de conscience et de culte est assurée dans un pays donné. A cette question, Friedberg a répondu dans une formule restée célèbre : « La liberté de conscience existe quand chaque individu peut traverser la vie du berceau à la tombe sans rencontrer jamais d'obstacles juridiques pour cause de religion » : « individui debbono poter trascorrere tutta la vita, dalla culla alla tomba, senza che

mai loro venga da parta dello stato nessun impaccio, come nessun impulso di carattere religioso » (*la Liberta religiosa*, I, Torino, 1901, p. 13). Si intéressante que soit cette formule, elle est un peu générale et il convient de descendre dans les détails .

On notera que M. Berthélémy se sert, pour caractériser la liberté de conscience, d'une formule assez voisine de celle de Friedberg : « La liberté de conscience exige qu'il n'existe aucune loi, aucun règlement, aucune pratique administrative où il soit tenu compte du genre de croyances des citoyens. » Mais, en même temps, il indique les conséquences qui lui paraissent découler nécessairement de ce principe. « Le principe, écrit-il, a son application dans les matières d'ordre privé, comme dans celles qui touchent l'intérêt public. Parmi les mesures d'ordre privé qui s'y rattachent, je signale la sécularisation de l'Etat civil et la loi sur la liberté des funérailles. Parmi les mesures touchant à l'intérêt public, je cite la laïcisation des services publics, la suppression des distinctions dans les cimetières, l'interdiction de tous règlements, dispositions ou mesures de police imposant aux citoyens ou aux fonctionnaires l'obligation de pratiques exigées ou recommandées par tel ou tel culte. » (*Traité élémentaire de droit administratif*, 11^e éd., 1926, p. 275.)

C'est également la position prise par M. le professeur Louis Rolland. Ce juriste d'esprit si positif n'examine pas le principe de la liberté de conscience du point de vue philosophique ou du point de vue moral. Il le considère comme un principe de droit public et le définit ainsi : « On veut dire que les gouvernants reconnaissent aux gouvernés le droit absolu de croire ce qu'ils estiment être la vérité religieuse, de manifester leurs croyances et de vivre leur vie religieuse comme ils l'entendent, sauf à se conformer aux règles de police nécessaires pour que les différentes manifestations de la vie religieuse n'empêchent pas les gouvernants d'accomplir leur tâche. » Puis il indique — et parfois discute — les conséquences que l'affirmation de la liberté de conscience entraîne dans notre droit (*Précis de droit administratif*, 7^e édit., p. 372, Dalloz 1938).

Dans le même sens, M. le professeur Mestre enseigne que la liberté de conscience, pour être respectée, exige que tous les actes de la vie officielle auxquels un citoyen peut être astreint, ne revêtent absolument aucun caractère d'ordre religieux. Il ne faut pas qu'un citoyen quelconque puisse être écarté d'un acte officiel de la vie civile pour des raisons de croyance ou de non croyance religieuse.

D'après le savant juriste, la législation française

a fait trois applications principales de cette liberté de conscience, comportant la neutralisation de tous les actes de la vie officielle; c'est à savoir :

1° La laïcisation des services publics (actes de l'état civil, enseignement public, service des pompes funèbres).

2° La liberté des funérailles. Chacun peut décider si ses funérailles seront religieuses ou civiles. La loi interdit aux maires de prendre des arrêtés prescrivant des conditions particulières pour les unes ou pour les autres. Quant aux cimetières, ils ne peuvent pas être pour partie affectés aux fidèles d'une religion déterminée.

3° Interdiction de toutes les mesures dépendant ou imposant certaines pratiques religieuses. On a jugé notamment que certains maires, qui avaient interdit l'abatage des animaux de boucherie suivant le rite israélite, avaient agi illégalement et les arrêtés de ces maires ont été annulés par le Conseil d'Etat (Cours de droit constitutionnel professé à la Faculté de Paris, 1937-1938).

Nous verrons plus loin si et dans quelle mesure ces desiderata ont été réalisés en Italie.

Alors que M. le doyen Barthélémy et MM. les professeurs Mestre et Louis Rolland se placent plus spécialement sur le plan administratif, M. Georges Scelle se place sous un angle moins spécial.

D'après lui, « la liberté des convictions religieuses implique le droit de se convertir ou de ne pas se convertir et l'exclusion de toute pression gouvernementale ou administrative à cette fin... La liberté religieuse suppose encore des libres relations avec les autorités religieuses internationales ou extra-étatiques, dont les fidèles habitent le territoire. Elle comporte ainsi la reconnaissance non seulement de ces églises, mais de leur autorité doctrinale et disciplinaire dans les domaines purement religieux. Dans certains cas exceptionnels, on voit la réglementation administrative sanctionner des pouvoirs de fiscalité au profit des communautés religieuses autonomes » (*Précis de droit des gens*, Sirey, p. 227).

En Italie, la question de la liberté de conscience a été l'objet d'études approfondies, spécialement de la part de Ruffini (*Diritti di liberta*, Torino, 1926; *Corso di diritto ecclesiastico italiano — la Liberta religiosa come diritto pubblico subiettivo* », Torino, 1924). Nous aurons l'occasion d'y revenir lorsque nous exposerons la situation de l'Italie, en cette matière, au cours du XIX^e siècle. Dès maintenant nous savons à peu près ce qu'il convient de mettre sous les mots : liberté de conscience et de culte. Reste à rechercher quand et dans quelles conditions est né ce principe qui est aujourd'hui le droit commun des constitutions en vigueur.

§ 3

De tout temps, croyons-nous, les minorités religieuses se trouvant sous le joug de majorités, ont revendiqué le principe de la liberté de conscience; mais lorsqu'elles sont arrivées à la primauté, elles n'ont pas manqué d'essayer d'opprimer les anciennes majorités devenues minorités. Peut-être faut-il venir jusqu'à Marcile de Padoue pour voir proclamer comme un bien en soi le principe de la liberté de conscience et de culte (*defensor pacis*, 1324).

On affirme souvent que c'est au protestantisme que revient le mérite d'avoir proclamé ce principe. Il n'en est rien, semble-t-il. Calvin, par exemple, regardait la liberté de conscience comme une hérésie. Un écrivain protestant estimé, Meynier (*Il cristianismo e la liberte religiosa*, Firenze, 1912 p. 45 et suiv.) est même allé jusqu'à prétendre que la Réforme fut une forme odieuse de persécution de toute liberté religieuse.

Il semble bien que la liberté de conscience et de culte s'est dégagée au xvi^e et au xvii^e siècles dans le socinianisme. Cette secte n'avait que fort peu d'articles de foi; elle estimait, par l'effet d'une sorte de scepticisme général, que toutes les religions étaient bonnes et qu'elles eussent dû fusionner.

Au XVIII^e, la liberté de conscience et de culte devint l'un des dogmes du relativisme et du libéralisme, avec une pointe dirigée contre le catholicisme et le cléricalisme. L'Assemblée constituante proclama l'inviolabilité de la liberté de conscience et de culte dans la Déclaration des droits de l'homme : « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public », et dans la Constitution qui garantit à chacun la liberté d'exercer le culte religieux auquel il appartient.

Ces prémisses nécessaires posées, l'on peut se demander quelle a été la fortune du principe de la liberté de conscience et de culte dans l'Italie du XIX^e et du XX^e siècles.

CHAPITRE II

DE QUAND DATE EN ITALIE LE PRINCIPE DE LA LIBERTE DE CONSCIENCE ET DE CULTE ?

Ce chapitre sera subdivisé en trois paragraphes : l'un sera relatif à la période de la domination française en Italie (1796-1814), l'autre à la période de la restauration des anciennes dynasties sur les trônes relevés (1814 à 1848 et 1870). Le dernier enfin, qui ira de l'unification italienne aux accords de Latran (1848-1929).

§ 1

C'est Bonaparte, semble-t-il, qui a apporté à l'Italie la liberté de conscience et de culte. Jusqu'en 1796, les répercussions de la Révolution française se firent à peine sentir dans la Péninsule, mais, cette année-là, Bonaparte battit Victor-Amédée III et entra en triomphateur à Milan (15 mai 1796). Peu à peu — et sauf le court moment de la cam-

pagne d'Égypte — la domination française s'étendit à toute l'Italie, et avec elle, la liberté de conscience et de culte. Voici, croyons-nous, le premier acte que l'on peut relever dans ce sens : c'est un décret du gouvernement provisoire de la République française à Turin (1798) : « Considérant que la différence de culte ne doit introduire entre les citoyens d'une nation libre aucune différence de droits et de devoirs, les protestants sont admis à jouir des mêmes prérogatives que les catholiques. » Mais, d'après un écrivain italien réputé, si, dans les diverses républiques italiennes, des lois furent faites en faveur de la liberté de conscience, les réalités furent assez différentes. Des évêques furent nommés sans intervention du Pape; les ministres du culte furent obligés de prêter des serments peu conformes au droit canonique; des biens ecclésiastiques furent confisqués et vendus; les cérémonies du culte furent interdites en dehors des églises; le pape Pie VI, quoique octogénaire, fut écarté de Rome et mourut prisonnier à Valence, dans le Dauphiné (26 juin 1799).

Le 16 septembre 1803 fut conclu avec le nouveau pape Pie VII un concordat assez semblable au concordat français du 26 janvier 1804; Napoléon y ajouta, de sa seule autorité, des articles organiques comme il l'avait fait en France. Bref, pendant cette

période, les vicissitudes des rapports entre les Eglises et l'Etat furent sensiblement les mêmes en Italie qu'en France, du fait même de l'extension à la Péninsule de notre législation, du moins dans ses grandes lignes, mais avec une aggravation toutefois par rapport à l'Eglise catholique, tenant à ce que, en Italie, le pape était non seulement souverain spirituel, mais aussi souverain temporel. Or, à partir de 1805, Napoléon commença à s'emparer des Etats de l'Eglise (occupation d'Ancône, 9 novembre 1805). Le pape protesta, mais Napoléon persista dans ses desseins et le 7 mai 1809, par le décret de Schoenbrunn, mit fin au pouvoir temporel. Pie VII excommunia l'Empereur, mais il fut déporté à Saverne, puis à Fontainebleau.

Il y signa, contraint et forcé, un concordat contraire aux droits de l'Eglise (1813), mais il le révoqua bientôt. Enfin, après la chute de Napoléon, il rentra à Rome, au milieu des acclamations. En même temps, les dynasties anciennes remontèrent sur leurs trônes.

§ 2

1814 - 1848 - 1870

La liberté de conscience et de culte va, pour un temps, disparaître d'Italie. C'est un des dogmes de

la Révolution, encore qu'elle l'ait souvent violée. Aussi les princes s'empressent-ils de l'abroger et de conclure une alliance étroite avec l'Eglise catholique, estimant que seule l'union du Trône et de l'Autel pourra peut-être empêcher de nouveaux bouleversements. Voici des exemples typiques des constitutions de cette période : Constitution du Royaume de Naples, article 3 : « La seule religion de l'Etat sera toujours la religion chrétienne, apostolique et romaine, sans que puisse jamais être permis l'exercice d'aucune autre religion. »

Dans le statut fondamental des Etats de l'Eglise, il était stipulé (art. 25) que pour jouir de l'éligibilité et de l'électorat, il était nécessaire d'avoir la plénitude des droits civils et politiques, c'est-à-dire de faire profession de la religion catholique, condition *sine qua non* de la jouissance des droits politiques dans l'Etat.

L'article 1^{er} du statut fondamental du Royaume de Sicile décidait que « la religion de l'Etat est la religion catholique, apostolique et romaine; s'il arrive que le roi ne la professe pas, il sera *ipso facto* déchu ».

Le Piémont lui-même était alors à l'avant-garde de la réaction. Victor-Emmanuel I^{er} alla si loin dans cette voie qu'il dût abdiquer en 1821 en faveur de son frère Charles-Félix, qui d'ailleurs marcha

sur ses traces jusqu'à la fin de son règne (1831). Charles-Albert de Savoie-Carignan accéda alors au trône, abdiqua les tendances libérales qu'il avait montrées dans sa prime jeunesse et gouverna d'une façon autoritaire et à « l'autrichienne ».

La politique du Piémont, en matière religieuse, se concrétisa dans les dispositions suivantes du Code civil de 1837.

Article premier. — « La Religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. »

Art. 2. — « Le Roi se glorifie d'être le protecteur de l'Eglise et de promouvoir l'observation de ses lois dans les matières de sa compétence. Les magistrats suprêmes veilleront à ce que se maintienne l'accord parfait entre l'Eglise et l'Etat et, dans un tel but, ils continueront à exercer leur autorité et leur juridiction en ce qui concerne les affaires religieuses, selon que le requièrent les usages et la raison. »

Art. 3. — « Les autres cultes actuellement existants dans l'Etat sont simplement tolérés, selon les usages et les règlements particuliers qui les concernent. »

Art. 108. — « Les effets civils sont reconnus aux mariages célébrés conformément aux règles et se-

lon les solennités prescrites par l'Eglise catholique. »

Art 738. — « Parmi les causes qui permettaient de déshériter un fils ou un descendant, figurait le fait qu'il avait abjuré la religion catholique et qu'il ne l'avait pas embrassée à nouveau avant la mort du testateur. »

Bref, selon le vœu même du Roi, le Code civil de 1837 était conforme aux principes de la Sainte Religion catholique et aux fondements de la Monarchie : « Il codice civile del 1837 riusciva così, come voleva il Re, conforme ai principii della Santa nostra Cattolica Religione ed a quelli fondamentali della monarchia. »

Dans le Code pénal, l'on trouvait également des dispositions d'ordre nettement confessionnel. Parmi les délits les plus graves figuraient le mépris des hosties consacrées, l'offense aux lieux saints; certains fonctionnaires étaient astreints aux pratiques religieuses. Il y avait une censure des publications.

En somme, on était fort loin de la conception que fait Friedberg de la liberté de conscience et qui veut que chacun puisse « traverser la vie du berceau à la tombe » sans que, dans l'Etat, sa confession religieuse le desserve ou le serve.

En apparence, l'Eglise catholique avait grandement à se louer de ce système. De fait, elle en tirait

de nombreux avantages, mais des écrivains catholiques notoires estiment qu'elle les payait cher. Tout d'abord une alliance si étroite entre le Trône et l'Autel exposait l'Eglise à partager l'impopularité de certaines mesures prises par les princes. D'autre part, si beaucoup de ceux-ci s'acquittaient avec honneur des devoirs de leur charge, il s'en trouvait quelques-uns qui étaient un objet de scandale et même de dérision. Enfin et surtout, ces princes qui se glorifiaient d'être des protecteurs de l'Eglise catholique essayaient de la domestiquer et de la mettre à leur service, en s'ingérant dans son administration et en s'efforçant de faire revivre le juridictionnalisme. Voici, par exemple, comment l'un des professeurs actuels de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, del Giudici, apprécie les concordats de cette époque : « ... dans leur complexe, ils furent tout autre chose que l'expression d'une alliance réactionnaire nette entre l'absolutisme et le cléricalisme; ils furent bien plutôt dans beaucoup de leurs dispositions la consolidation de prétentions juridictionnelles et politiques, contre lesquelles l'Eglise ne réussit pas toujours à sauvegarder son droit à la liberté. Tout compte fait, cependant, cette période a été l'âge d'or de l'Eglise en Italie, du moins au *xix^e* siècle. »

§ 3

De 1848 - 1870 à 1929

A partir de 1848, le Piémont devient le cerveau de l'Italie; il capte à son profit les aspirations de la Péninsule vers l'unification et vers la liberté. Ayant à lutter contre l'Autriche et contre les princes autoritaires italiens, y compris le pape lui-même, il doit s'appuyer sur les forces libérales puissantes dans le monde; de fait, sa législation en matière religieuse évolue rapidement dans un sens nouveau. Le 8 février, Charles-Albert lance une proclamation à son peuple pour indiquer les lignes fondamentales de la prochaine constitution. Quelques jours après, Cavour exprime l'espoir que « notre charte consacrera le principe de la liberté religieuse »; il devait être quelque peu déçu. Le 4 mars est promulgué le statut dont l'article 1^{er} déclare seulement que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat et que les autres cultes existants sont tolérés conformément aux lois; au point de vue libéral, c'était une amélioration par rapport au Code civil de 1837, qui disposait que la religion catholique était la seule religion de l'Etat : « sola religione dello stato », et que les autres cultes actuellement existants dans l'Etat étaient simplement tolérés selon les usages

et les règlements spéciaux les concernant; mais c'était insuffisant, car Cavour et ses amis eussent voulu une déclaration générale de liberté religieuse, sans aucune restriction. Mais Charles-Albert était très religieux et, tout en s'en remettant à une commission du soin de rédiger le statut, il s'était réservé de revoir lui-même l'article premier. Cet article n'empêcha pas d'ailleurs que ne s'affirmât de plus en plus le principe de l'indifférence de l'appartenance à un culte ou à un autre quant à la condition des citoyens dans l'Etat. La loi électorale du 17 mars ne faisait aucune distinction quant à l'électorat et à l'éligibilité entre les adeptes des divers cultes, mais elle déclarait inéligibles à la Chambre des députés les ecclésiastiques ayant charge d'âmes et étant tenus à résidence. Un décret du 29 mars (n° 688) disposait que les israélites régnicoles jouiraient de tous les droits civils et auraient accès aux grades académiques. Un autre du 15 avril décidait que les israélites régnicoles pourraient servir dans l'armée, comme les autres nationaux. Bref, le régime des cultes dissidents évoluait assez rapidement de la tolérance vers la liberté effective. Cavour n'était pas pleinement satisfait, à preuve le très intéressant article qu'il publia dans son journal, *Il Risorgimento*, le 18 mai 1848, à la veille des élections de juin qui devaient le faire entrer à la

Chambre des députés : « Parmi les plus importantes conquêtes de la civilisation moderne, il faut assurément citer la liberté de conscience et la liberté de culte qui en est la conséquence logique. Ce grand principe cependant n'est pas proclamé dans notre statut. Peut-être le législateur a-t-il voulu ne rien précipiter dans une matière si grave et préfère-t-il introduire dans la pratique la liberté de conscience et de culte sans en faire une proclamation solennelle. De fait, des décrets royaux, en émancipant les protestants et les israélites, ont déjà fait disparaître de notre droit les plus graves infractions à la liberté de conscience; nous ne mettons pas en doute qu'il soit dans les intentions du législateur de faire tomber toutes les dispositions de notre Code civil et de notre Code pénal qui ne sont pas compatibles avec cette liberté — mais cela n'est pas assez. Un principe, tel que celui de la liberté de conscience et de culte, ne peut pas être introduit dans la constitution d'un peuple hautement civilisé par voie indirecte; il doit être proclamé comme l'une des bases fondamentales du pacte social. Cavour exprimait enfin l'espoir que, lorsque l'unité italienne serait faite, on n'omettrait plus, dans la grande charte de l'Italie nouvelle, de déclarer de la façon la plus explicite que toute conscience est un sanctuaire inviolable et que tous

les cultes ont droit à une entière liberté. (Boggio, *La Chiesa e lo Stato in Piemonte*, Torino, 1854).

Dans le but de mettre fin à tout doute sur la pleine capacité civile et politique des citoyens ne professant pas la religion catholique, une loi du 19 juin 1848 (n° 735) dispose sous une forme tout à fait générale que « la différence de culte ne constitue pas un obstacle à la jouissance des droits civils et politiques ou à l'admission aux charges civiles et militaires. La differenza di culto non forma eccezione al godimento dei diritti civili e politici od all' « ammissibilità alle cariche civile e militari ».

La législation piémontaise, qui s'étendait à toutes les provinces que le Piémont englobait peu à peu, ne se borna pas à relever la condition des adeptes des cultes dissidents; elle s'attaqua bientôt à certaines institutions de l'Eglise catholique.

Dès le 25 août 1848 fut votée une loi (n° 777) portant suppression de la Compagnie de Jésus et confiscation de ses biens, qui furent attribués aux collèges de l'Etat. Les jésuites non régnicoles furent expulsés et les régnicoles astreints à un domicile fixe.

Les dames du Sacré-Cœur de Jésus subirent le même sort que les jésuites, sauf en Savoie. Ce fut le premier acte de toute une politique : la politique que les auteurs italiens qualifient « d'éversive » et

qui consiste dans la nationalisation du patrimoine ecclésiastique, spécialement du patrimoine des ordres religieux.

A l'appui de cette nationalisation, l'on produisait divers arguments — les mêmes à peu près qu'au XVIII^e siècle en France : inutilité ou même danger des ordres religieux, inconvénients des biens de main-morte, besoins financiers de l'Etat, déterminés par des buts d'intérêt public; nécessité de réformes profondes dans l'Eglise, afin de la ramener à sa pureté primitive.

Nous ne pouvons songer ici à citer toutes les lois qui de 1848 à la Grande Guerre ont tendu, en Italie, soit à amender la condition des cultes dissidents, soit à atténuer la situation de privilège de l'Eglise catholique pour la transformer peu à peu en une situation de défaveur, soit à laïciser plus pleinement les institutions d'Etat.

Voici comment Pie XI s'exprimait au sujet des lois dans une allocution aux professeurs et élèves de l'Université de Milan (*Osservatore Romano*, 15 février 1929). Le Saint-Père explique qu'il fallait faire marcher ensemble le traité de Latran, mettant fin à la question romaine, et le concordat destiné à rechristianiser l'Italie, « ainsi en même temps que le traité, on a étudié un concordat proprement dit et on a pu reviser, remanier et, jus-

qu'aux limites du possible, réordonner et régler tout cet immense fatras de lois, toutes contraires, directement ou indirectement, aux droits et aux prérogatives de l'Eglise, des personnes et des choses de l'Eglise. Il s'agissait d'un fouillis, d'une masse vraiment si considérable, si compliquée, si difficile qu'elle pouvait parfois littéralement donner le vertige ».

Pie XI ajoutait en souriant qu'il avait parfois été tenté de penser que, pour résoudre la question, il fallait précisément un pape alpiniste, un pape habitué à affronter les ascensions les plus ardues, comme il avait pensé d'autres fois aussi qu'il fallait peut-être un pape bibliothécaire, un pape habitué à aller jusqu'au fond des recherches historiques et documentaires.

Dans ce fatras, dans ce fouillis, signalons brièvement quelques-unes des lois, dont les papes avaient de justes raisons de se plaindre, du moins d'après Mussolini lui-même (Discours à la Chambre des députés du 13 mai 1929) : abolition du privilège du for pour les ecclésiastiques et du droit d'asile pour les Eglises par la loi du 9 avril 1850, n° 1013 (Loi Siccardi); suppression des congrégations religieuses par la loi du 29 mai 1855, n° 878 (à l'exception toutefois de celles qui s'occupaient de l'éducation et de l'assistance des infirmes); ins-

titution du mariage civil par le code de 1865 et corrélativement suppression des effets civils du mariage religieux; suppression de toutes les corporations religieuses sans exception, tout au moins quant à la possibilité de conserver ou d'obtenir la personnalité morale; suppression de la personnalité morale d'une foule de bénéfices séculiers par la loi du 15 août 1867, n° 3848; loi des garanties du 13 mai 1871, maintenant en faveur de l'Etat une certaine ingérence dans l'administration de l'Eglise en réglant le régime des cultes sans entente avec le pape; enlèvement de la croix du Colisée (1874).

Notons que toutes ces mesures furent le fait de gouvernements appartenant à la droite libérale; c'est seulement, en effet, le 25 mars 1876 que la gauche accéda au pouvoir avec Depretis. D'après del Giudice, elle en gravit les degrés avec un grand bagage doctrinal et verbal, mais en fait, elle n'ajouta que peu à l'œuvre déjà réalisée par la droite. « La sinistra saliva al potere con un grand bagaglio dottrinale e retorico; ma ben poco agiunse ena dipositivo alla legislazione ecclesiastica della sestra. » Cependant, au moment de la mort de Pie IX, il se fit une campagne au cri de « A bas la loi des garanties », et lors de l'enterrement de ce pape des scènes lamentables se produisirent (12-13 juillet 1881).

En 1887, le prince Torloni, syndic de Rome, fut destitué pour être allé présenter les hommages de la ville au cardinal vicaire. En 1889, érection d'un monument à Giordano Bruno et diatribes violentes contre le Vatican. L'animosité contre la papauté allait croissant, à tel point que Léon XIII parla un moment de quitter Rome. Sous Pie X (1903-1914), les choses ne s'arrangèrent pas. En 1910, par exemple, le syndic de Rome, Ernest Nathan, tint à la Porta Pia un discours de mauvais goût et fort violent contre le pape. La guerre mondiale allait amener les gouvernants et les gouvernés à réviser les principes sur lesquels on avait vécu depuis 1848.

Une question d'un haut intérêt se pose ici : sous quelles influences s'est élaborée la législation assez fortement hostile à l'Eglise catholique dont nous venons de retracer les grandes lignes ? Ces influences sont, semble-t-il, de deux ordres : les unes tiennent à des circonstances de fait, spéciales à l'Italie ; les autres à des raisons doctrinales d'un caractère plus général.

Dans le rapport du chef du gouvernement à la Chambre des députés sur le projet de loi relatif à la ratification et à l'exécution des accords de Latran les circonstances de fait sont magistralement mises en lumière. « Le différend (entre le Vatican et l'Italie), qui a duré trois quarts de siècle, avait

eu des répercussions graves sur la situation de l'Eglise catholique en Italie. Ces conséquences, en vérité, n'étaient pas dans les intentions des hommes du « Risorgimento » qui tendaient bien à réaliser l'unité italienne avec Rome capitale, mais auraient voulu que cela se fit, si possible, d'accord avec le pontife romain, sans dommage pour son indépendance et sans offense au sentiment religieux de l'immense majorité des Italiens. Malheureusement, cela ne fut pas possible et, à peine le conflit surgi et aggravé, comme il était naturel après les événements de 1870, les rapports entre l'Eglise italienne et l'Etat italien, eux aussi, furent gravement troublés. Il s'établit entre le clergé italien et l'Etat italien une condition de défiance mutuelle, sinon d'ouverte hostilité, dont se ressentit toute la législation italienne en matière ecclésiastique. Celle-ci ne se limite donc pas à mettre de côté les institutions qui, surgies en d'autres temps, n'étaient plus compatibles avec les exigences de la civilisation moderne. On alla même plus loin en faisant peser la main même là où, à part les considérations politiques du moment, cela n'aurait pas été nécessaire en soi. »

C'est la vérité même; la législation anticléricale de l'Italie à partir de 1848 jusqu'à la guerre s'explique, en grande partie, par le fait que le Souve-

rain Pontife avait été dépouillé de ses Etats et n'avait pas accepté la condition qui lui avait été faite par la chute du pouvoir temporel.

Mais, à côté de ces circonstances de fait dont l'influence fut peut-être prépondérante, il faut signaler aussi des raisons d'un ordre plus doctrinal. Dans le même exposé des motifs, Mussolini n'y manque pas. « Les courants de pensée qui dominèrent le « Risorgimento » rendirent plus graves les hostilités dues aux pures exigences de la formation nationale et de la constitution du nouvel Etat, tandis que les mêmes courants amenaient à considérer la religion comme problème de la conscience individuelle, comme une affaire privée à régler d'après le droit commun. »

Nous devons insister sur cette conception des rapports de l'Eglise et de l'Etat qui fut, dans une large mesure, celle des gouvernements italiens dans la période qui nous occupe (1848 à la guerre et à l'après-guerre jusque vers 1922).

Avant tout, le libéralisme, et spécialement son plus illustre représentant à cette date, Cavour, posait le principe de l'absolue suprématie de l'Etat, même au regard de l'Eglise, vis-à-vis de laquelle il ne devait pas se lier par des concordats; son idéal, c'était l'absolue séparation de l'Eglise et de l'Etat, telle qu'elle existe aux Etats-Unis « assoluta

separazione della chiesa dello stato, qualo esiste in America » : d'où la formule célèbre, empruntée d'ailleurs à Montalembert par Cavour : l'Eglise libre dans l'Etat libre. Pour cet homme d'Etat, la religion était un pur sentiment du cœur, « un puro sentimento del cuore ». Notons bien que la formule cavourienne ne signifie point que l'Etat et l'Eglise peuvent revendiquer une égale liberté et une égale indépendance. C'est l'Etat qui détermine *jure suo* la sphère de liberté des individus, des groupes et des Eglises, y compris l'Eglise catholique. Pour éviter toute équivoque, Luzzati a proposé de substituer à la formule de Cavour la suivante : « Libere chiese nello stato sovrano » : Eglises libres dans l'Etat souverain. Mais, d'après lui, cette formule ne s'oppose pas à celle de Cavour; elle n'en est que l'expression scientifique : « ma soltanto l'espressione scientifica di esse. »

Par rapport aux Eglises, l'Etat est donc souverain, c'est-à-dire qu'il veille à ce qu'elles ne se mettent pas en opposition avec ses fins essentielles et suprêmes : il est en même temps laïc, c'est-à-dire qu'il n'a pas à prendre parti en matière de dogmes et de doctrines et qu'en conséquence il doit s'efforcer de débarrasser les institutions publiques de tout élément confessionnel. Il doit rester en dehors et au-dessus de tous les systèmes religieux ou phi-

losophiques. C'est leur affaire de démontrer leur vérité ou leur fausseté; ce n'est pas celle de l'Etat.

D'où les conséquences suivantes : liberté de tous les cultes, sous la seule réserve qu'ils ne soient pas contraires aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs; égalité des divers cultes devant le droit. D'après Friedberg, le vrai moyen d'assurer cette « parité », c'était de faire une bonne loi générale sur le droit d'association et de s'en tenir là. Certains libéraux parmi les doctrinaires partageaient cette manière de voir, mais les hommes d'Etat, et même Cavour, se rendirent vite compte que c'était impossible en Italie où l'Eglise catholique était si puissante. Comme l'écrivit Mussolini dans l'exposé des motifs déjà cité : « La réalité des choses l'emporta sur les formules doctrinaires. L'accord avec le Saint-Siège sur les bases tracées par le libéralisme ne fut pas possible et il en fut de même de l'application logique et complète du principe : « l'Eglise libre dans l'Etat libre... » Aussi, lorsqu'on dut procéder à un règlement des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Italie, le principe rigide de la séparation qui avait trouvé son expression la plus plastique dans la formule de l'Eglise libre dans l'Etat libre dut subir de nombreux tempéraments et exceptions qui firent réserver à l'Etat une série de pouvoirs qui rappelaient le vieux juridiction-

nalisme; on conserva ainsi le droit de régale, le droit de « placet » pour les évêques et les curés, le droit de légation apostolique en Sicile, l'appel « ab abusse », etc.

Et même après que la loi des garanties eût réduit ces ingérences dans une certaine mesure, bon nombre d'instituts de caractère parfaitement juridictionnaliste demeurèrent cependant en vie. Si l'on pense ensuite au développement de la législation dans la période postérieure à 1870, au traitement de rigueur fait aux ministres du culte catholique par le Code pénal de 1890, aux règles restrictives concernant les administrations du culte contenues dans la loi du 17 juillet 1890 sur les institutions publiques de bienfaisance, on doit avouer que le principe même de la séparation était appliqué seulement dans la mesure où il était défavorable à l'Eglise, tandis que, sous un autre aspect, c'était le principe de l'ingérence qui était reconnu. »

Dans un de ses cours de doctorat (1936-37), M. le professeur Joseph Barthélémy estime que l'idéal, dont il importe de se rapprocher, c'est la religion libre dans l'Etat libre. L'Etat ignorerait toutes les religions, les laisserait célébrer leur culte. Par contre, les Eglises se cantonneraient dans le domaine des rapports des fidèles avec la divinité. Mais il ajoute aussitôt que cet idéal n'est réalisé

nulle part, même pas aux Etats-Unis où toute la vie publique est imprégnée de religion réformée : un chapelain dit des prières à l'ouverture des sessions législatives, le président prête serment sur la Bible...

Il ne fut donc pas possible de procéder en Italie comme le suggérait Friedberg, c'est-à-dire en élaborant une loi sur le droit d'association qui s'appliquerait à tous les groupements, quels qu'ils fussent. On procéda par voie de dispositions particulières, mais s'inspirant presque toutes du désir de mettre tous les cultes sur le même pied, en attendant qu'il devienne possible de faire rentrer le phénomène confessionnel dans le droit commun des associations.

Dans un pays comme l'Italie, où la quasi-unanimité des nationaux est catholique, la « parification » des cultes se justifie-t-elle ? Dans la même mesure, semble-t-il, qu'en droit international le principe de l'égalité des Etats. On peut, par des raisons d'ordre philosophique et transcendantal, mettre le Vénézuéla sur le même pied que les Etats-Unis; du point de vue pratique, ce ne sont là que jeux d'esprits. Et c'est justice. Les droits doivent se mesurer aux devoirs et aux responsabilités. Dans le monde, les Etats-Unis ont d'autres obligations que le Vénézuéla, et un autre poids. D'après

Ruffini, juriste italien de tendances libérales, parler d'égalité ou même d'équivalence entre les divers cultes est simplement ridicule dans les pays d'Europe où, comme l'Italie, toutes les confessions dissidentes ne réussissent à mettre en ligne que quelques milliers d'adeptes, et encore de nuances fort multiples, en face de millions de fidèles de l'Eglise catholique; dans un tel état de fait, vouloir réaliser une parfaite parité de traitement juridique équivaldrait nécessairement à signifier que l'Etat devrait, en hommage à de pures abstractions, méconnaître les réalités concrètes. Or, ce n'est pas là son rôle, puisque sa vie et son action se déroulent uniquement dans le concret. Ce ne serait pas là une œuvre de justice pratique. Ce serait une œuvre de justice abstraite : est-ce la vraie justice ? Le principe de la parité ne signifie pas à chacun le même, mais à chacun le sien.

Le fascisme s'est, dès son avènement, placé sur le terrain pratique. « En fait, lit-on dans l'exposé des motifs dont nous avons déjà donné des extraits, déjà un certain temps avant l'avènement historique du 11 février 1929, l'âpreté des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Italie s'était quelque peu atténuée... L'Etat avait réaffirmé son caractère d'Etat essentiellement catholique. L'article premier du statut, resté longtemps lettre morte, reprit sa vi-

gueur et son application pratique; dans les salles des écoles et des tribunaux rentra le crucifix depuis longtemps banni; les fêtes civiles coïncidèrent de nouveau avec celles de l'Eglise; auprès des forces armées de l'Etat et des organisations de jeunesse fut rétablie l'aumônerie; la législation ecclésiastique en vigueur fut appliquée avec un esprit dépourvu de sectarisme soupçonneux et empreint de la déférence due envers une institution de l'importance sociale, morale et historique de l'Eglise catholique... »

Si favorable que tout cela fût pour l'Eglise, c'était fragmentaire et c'était le fait de l'Etat seul. La question romaine éliminée, il fallait en venir à un règlement général et contractuel, d'où la conclusion du concordat du 11 février 1929, qui devait si fort alarmer les adeptes des cultes dissidents et les survivants du libéralisme en Italie. Ces alarmes étaient-elles justifiées ? Le fascisme allait-il, au contraire, les rendre vaines et les apaiser ?

CHAPITRE III

LE FASCISME A-T-IL SACRIFIE LA LIBERTE DE CONSCIENCE ET DE CULTE ?

Ce chapitre sera divisé en deux parties : dans la première, l'on reproduira les déclarations les plus significatives de Mussolini et de son gouvernement relativement à la liberté de conscience et de culte; dans la deuxième, l'on indiquera comment ces déclarations se sont traduites dans des textes législatifs et réglementaires.

§ 1

Les déclarations

L'on sait qu'au moment de la signature des accords de Latran il y eut — ou parut y avoir — une vive émotion parmi les sectateurs des cultes dissidents, et surtout parmi certains journalistes de l'étranger. Dès le 10 mars, à l'Assemblée quinquennale du régime, Mussolini prit, comme d'habitude, « le taureau par les cornes ».

Parlant de la position privilégiée faite à l'Eglise catholique, il déclara : « Cela ne signifie pas — il est presque superflu de le dire — que les autres cultes jusqu'ici tolérés doivent désormais être persécutés, supprimés ou simplement molestés. Etat catholique ne signifie pas qu'il sera fait une pression quelconque pour obliger les citoyens à suivre une foi déterminée, cette foi fût-elle celle de la majorité. » Le 15 mars, dans l'exposé des motifs que nous avons déjà cité à plusieurs reprises, l'on peut lire ceci : « Dans le concordat, l'on assure à l'Eglise catholique le libre exercice de son pouvoir spirituel et on lui confère aussi une position de prestige spécial en relation avec le fait que la religion catholique est la religion officielle de l'Etat, mais la pleine liberté des autres cultes admis dans l'Etat et l'égalité des citoyens devant la loi, quelle que soit la religion qu'ils professent, n'est pas et ne pouvait pas être le moins du monde atteinte. »

Le même jour (15 mars 1929), paraissait dans *la Corrispondenza* un communiqué officieux dans lequel il était déclaré que : « Le nouvel arrangement juridique survenu entre l'Eglise catholique et l'Etat n'apportera pas de modifications importantes en ce qui concerne les autres cultes. Reste inchangé le principe établi dans le statut : à savoir que l'exercice des cultes non catholiques est licite

dans la mesure où ces cultes ne sont pas contraires à l'ordre public et à la morale et ne représentent pas « une offense pour les sentiments et les convictions de la quasi-totalité du peuple italien. »

Le 20 avril, le Roi, dans un discours inaugural de la vingt-huitième législature, disait: « Trois projets de loi fondamentaux vous seront bientôt présentés par mon gouvernement : l'un sur le mariage, l'autre sur la reconnaissance des entités ecclésiastiques, l'autre enfin sur le libre exercice des cultes admis dans l'Etat « per il libero esercizio dei culti ammessi nello stato ».

Ces projets furent, en effet, déposés le 30 avril 1929. Voici de quel commentaire le garde des Sceaux, l'honorable Rocco, accompagna le dépôt du projet de loi relatif aux cultes dissidents : « Après avoir réservé, comme il est juste, une situation juridique spéciale à la Religion catholique, qui est la Religion de l'Etat, il faut accorder, en hommage au principe de la liberté de conscience, que nul Etat moderne ne pourrait répudier le libre exercice de tous les cultes, dont ni les doctrines ni les rites ne sont contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Une telle permission accordée aux adeptes des cultes non catholiques de se livrer librement à leurs pratiques religieuses, conformément à leurs propres convictions, ne signifie pas

que l'Etat soit indifférent en matière religieuse, ni à plus forte raison qu'il adhère aux doctrines des dits cultes. Elle n'est que la pure et simple conséquence de ce principe général du droit public que toute activité qui n'est pas en contradiction avec les exigences fondamentales de la vie en société et de l'Etat doit être tenue pour licite et comme telle admise et protégée par la loi. Du principe de la liberté de conscience et de culte il suit que toute disparité de traitement entre les sujets de l'Etat, tenant à une diversité de culte, ne serait pas justifiée et nuirait à l'unité spirituelle de la nation, qui est un des objectifs essentiels du fascisme. L'article 4 réaffirme donc l'égalité de tous les citoyens, à quelque confession religieuse qu'ils appartiennent, dans la jouissance des droits civils et politiques. Une autre conséquence de la liberté de conscience, c'est la liberté de discussion en matière religieuse (art. 5), qui fut consacrée explicitement par la loi des garanties et qu'il importe de maintenir dans notre droit, après la suppression de cette loi. Toujours en hommage à la liberté de conscience, l'on a réservé aux parents, qui sont les guides spirituels de leurs fils, le droit et le devoir de former leur âme et de les élever dans la religion à laquelle eux-mêmes croient. Toute influence de l'Etat, à cet égard, qu'elle s'exerçât par le

moyen de l'école ou autrement, serait funeste à cause des dissentiments familiaux qu'elle pourrait entraîner... C'est pourquoi l'article 6 du projet de loi admet les parents, qui ne désirent pas que leurs enfants soient élevés dans la foi catholique, à demander qu'ils soient exemptés de l'enseignement religieux. »

Le projet de loi que le garde des Sceaux présentait en termes si élevés est devenu la loi du 24 juin 1929, n° 1159, sur les cultes admis.

§ 2

Les textes

Ces textes sont de deux sortes : les uns sont relatifs au culte catholique, les autres aux cultes dissidents. Parmi les premiers, il faut naturellement faire une place à part au Concordat qui, au moins dans la forme, est un traité entre le Pape, chef de l'Eglise, et l'Etat italien. Le Concordat a été suivi de toute une série de lois destinées à permettre sa réalisation pratique : Loi du 27 mai 1929, n° 810, pour l'exécution des accords de Latran; Loi du 27 mai 1929, n° 847, sur le mariage religieux; Loi du 27 mai 1929, n° 848, au sujet des biens ecclésiastiques. Ces lois ont été elles-mêmes complétées par de multiples règlements : Circulaire du garde

des Sceaux du 20 juin 1929, en matière pénale; Circulaire du même du 15 juillet 1929, au sujet des biens ecclésiastiques; décret royal du 26 juillet 1929, sur la modification des registres de l'état civil, n° 1361; Décret royal n° 2184 du 25 novembre 1929, sur le service des chapelains militaires, etc.

Pour ce qui est des cultes dissidents, il y a également un texte qu'il faut mettre à part; c'est la loi du 24 juin 1929, n° 1159, sur le libre exercice des cultes admis dans l'Etat. On a dit de cette loi qu'elle était la « Magna Charta » de la liberté religieuse en Italie. Elle a été complétée par des textes nombreux et importants : Décret royal du 28 février 1930, n° 289, tendant à assurer l'application pratique de la dite loi; Décret royal du 30 octobre 1930, n° 123, sur les communautés israélites; Décret royal du 19 novembre 1931, amendant et complétant la précédente, etc.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'exposer en détail le régime des cultes en Italie : notre objectif est beaucoup plus limité; il s'agit seulement de voir si la liberté de conscience et de culte est respectée dans l'Italie actuelle. Il nous semble que l'état de chose existant peut se caractériser par les formules suivantes : la tendance à la parification des cultes, qui était celle du libéralisme, a totalement disparu; mais la liberté de conscience et du culte subsiste.

L'idéal du libéralisme, c'était d'instaurer un régime de droit commun qui s'appliquerait à tous les cultes, que le nombre de leurs adhérents fût infime ou immense. Cet idéal n'avait pas pu être pleinement réalisé. Le culte catholique avait ses lois et les cultes dissidents avaient les leurs; mais il y avait tendance à une législation commune : à preuve le Code pénal de 1889, dans ses articles 140-143 relatifs à la protection des manifestations culturelles.

Actuellement, l'Eglise catholique jouit en Italie d'une position juridique spéciale généralement avantageuse. Le 11 mars 1929, à l'Assemblée quinquennale du régime, le chef du gouvernement déclarait sans ambages : « Nous avons reconnu à l'Eglise catholique une situation prépondérante dans la vie du peuple italien : c'est parfaitement naturel chez un peuple catholique comme le nôtre et dans un régime tel que le régime fasciste ». Dans le rapport à la Chambre des députés sur les accords de Latran, Mussolini écrivait dans le même sens : « Dans un Etat catholique, l'Eglise catholique doit jouir d'une situation juridique de particulière faveur, sinon de privilège dans le sens ancien du mot. Et cela, non pas seulement négativement, comme pourrait aussi le faire un Etat libéral et agnostique... On renonce à considérer l'Eglise

catholique comme une association privée régie par le droit commun, la religion comme un problème de conscience individuelle auquel l'Etat ne doit pas s'intéresser, et l'Etat comme une organisation agnostique en matière religieuse, indifférente à l'égard de toutes les religions. »

Il y a donc, dans l'Italie actuelle, un droit spécialement favorable à l'Eglise catholique : signalons quelques-unes des dispositions qui lui assurent ainsi une situation à part, par rapport aux autres cultes. C'est d'abord — et surtout — l'article 1^{er} du Concordat : « L'Italie, aux termes de l'article 1^{er} du traité, assure à l'Eglise catholique le libre exercice du pouvoir spirituel, le libre et public exercice du culte, ainsi que de sa juridiction en matière ecclésiastique conformément aux règles du présent Concordat : là où ce serait nécessaire, elle accorde aux ecclésiastiques pour des actes de leur ministère spirituel, la défense de la part de ses autorités. En considération du caractère sacré de la Ville Eternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but de pèlerinages, le gouvernement italien aura soin d'empêcher à Rome tout ce qui pourrait être en contradiction avec le dit caractère. Voici le texte de l'article 1^{er} du traité auquel le Concordat renvoie et qui est fondamental : « L'Italie reconnaît et affirme de

nouveau le principe consacré dans l'article 1^{er} du statut du Royaume du 4 mars 1848, par lequel la Religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. » A s'en tenir strictement au texte, il n'y a pas d'innovation : il n'y a qu'une réaffirmation ; mais, dans la réalité, le changement est profond.

Comme on l'a déjà vu, l'article premier du statut avait perdu toute efficacité pratique : il ne signifiait plus guère qu'une chose : à savoir que si l'Etat, pour des raisons dont il était juge, désirait recourir aux cérémonies d'un culte, ce devait être celles du culte catholique. Un écrivain politique italien, Volpicelli, a prétendu que l'article 1^{er} du traité ne modifiait pas sensiblement l'état de choses antérieur et qu'il fallait l'entendre en ce sens que la religion catholique est la seule religion officielle de l'Etat : « non si fa altro che affermare che la religione cattolica e la sola religione ufficiale dello stato », c'est-à-dire que c'est la seule dont l'Etat se sert dans les cérémonies civiles et militaires, héritées de la tradition : bénédiction des drapeaux et des navires, solennités en souvenir des morts de la guerre. Mais il semble que cet écrivain sous-estime la portée des articles 1^{er} du traité et du Concordat. Il est, en effet, difficile de concilier cette interprétation avec celles qui ont été données par

le gouvernement italien. Dans un discours à la Chambre des députés du 14 mai 1929, le garde des Sceaux, l'honorable Rocco, affirmait le caractère religieux et catholique de l'Etat italien, allant même jusqu'à dire que c'était la seule vraie, « la sola vera religione ». Dès 1928, Rocco écrivait dans un article, « La Legislazione », article paru dans *la Civiltà fascista illustrata nella dottrina e nelle Opere* (Torino, 1928, p. 307 et suiv.) : « L'Etat fasciste n'est pas un Etat athée, indifférent aux problèmes religieux. Au contraire, il professe une religion qui lui est propre, et qui est la religion de la grande majorité du peuple italien, la vraie religion, c'est-à-dire la religion catholique. » Il semble bien que Volpicelli traduise un peu trop librement, et par suite trahisse le texte susvisé : il n'est point dit que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion « officielle » de l'Etat italien, mais la « seule ». Cet écrivain ajoute que toutes les autres dispositions qui pourraient faire croire que l'Etat italien est un Etat confessionnel ne sont qu'une simple et stricte conséquence du caractère officiel du culte catholique, caractère qu'il tient de ce qu'il est le culte de l'immense majorité du pays et qu'elles ne visent qu'à protéger son prestige et son exercice, sans constituer pour cela une odieuse et substantielle exception juridi-

que et encore bien moins une activité d'Etat de nature intimement confessionnel » (Volpicelli in *Nuovi studi*, nov.-déc. 1929 et marzo-aprile 1930). Il est vrai que Mussolini parle beaucoup moins de la vérité du catholicisme que Rocco : il se place plutôt sur d'autres terrains. Dans le rapport à la Chambre des députés sur les accords de Latran, il écrit : « Aucune hostilité, aucune défiance envers l'Eglise et envers la Religion. Au contraire, s'imposait la reconnaissance explicite de la réalité : la presque totalité du peuple italien étant catholique, le catholicisme étant une très ancienne gloire et tradition italienne, l'Etat qui est l'organisation juridique de la nation italienne, représentant de son esprit et héritier de cette tradition, n'est et ne peut être que catholique. » Quoi qu'il en soit, il y a, croyons-nous, dans le Concordat, des dispositions d'un caractère assez nettement confessionnel : exemption des ecclésiastiques du service militaire (art. 3). Les étudiants en théologie, ceux des deux dernières années de préparation à la théologie, se destinant au sacerdoce et les novices des instituts religieux peuvent, sur leur demande, renvoyer d'année en année, jusqu'à la vingt-sixième de leur âge, l'accomplissement des obligations du service militaire. Les clercs ordonnés « in sacris » et les religieux qui ont émis des vœux sont exempts du ser-

vice militaire, sauf le cas de mobilisation générale. Dans ce cas, les prêtres passent dans les forces armées de l'Etat, mais l'habit ecclésiastique leur est conservé, afin qu'ils exercent parmi les troupes le ministère sacré sous la juridiction ecclésiastique de l'ordinaire militaire. Les autres clercs ou religieux sont de préférence destinés aux services sanitaires. Toutefois, même en cas de mobilisation générale, sont dispensés de se présenter à l'appel les prêtres ayant charge d'âmes. Sont considérés comme tels : les ordinaires, les curés, les vice-curés ou coadjuteurs, les vicaires, et les prêtres préposés de façon stable à la direction d'églises ouvertes au public.

L'article 5 du Concordat est, semble-t-il, très significatif aussi, en ce sens qu'il reconnaît la hiérarchie ecclésiastique et assortit ses décisions d'effets civils. « Aucun ecclésiastique ne peut être appelé ou demeurer dans un emploi ou une charge de l'Etat italien ou des administrations publiques dépendant de lui sans le « nihil obstat » de l'ordinaire diocésain. La révocation du « nihil obstat » prive l'ecclésiastique d'exercer l'emploi ou la charge assumé. En tous cas, les prêtres apostats ou frappés de censure ne pourront être appelés, ni conservés dans un enseignement, dans une charge ou dans un emploi où ils seraient au contact immédiat avec le public.

Cette dernière disposition surtout a soulevé d'assez vives critiques en Italie. Dans son discours du 13 mai 1929, à la Chambre des députés, Mussolini y fait allusion et précise la portée de l'article. Il indique qu'il y a à peu près un millier d'individus qui se trouvent dans le cas prévu, et que ces individus resteront là où ils sont, car le texte n'est pas rétroactif. Pour le surplus, il se borne à observer qu'une telle règle se trouve dans plusieurs concordats modernes. On peut ajouter que beaucoup d'emplois publics restent accessibles aux prêtres apostats ou censurés. Il est permis de penser que cette disposition est, tout compte fait, assez regrettable, car un assez grand nombre de ces ecclésiastiques peuvent avoir obéi à des raisons fort honorables.

Citons encore les articles 8 et 9 qui s'inspirent, quoique dans une mesure limitée, des principes qui étaient à la base du privilège du for et du droit d'asile.

Art. 8. — « Dans le cas où un ecclésiastique est déféré au magistrat pénal pour un délit, le Procureur du Roi doit informer immédiatement l'Ordinaire du diocèse dans le territoire duquel il exerce sa juridiction et il doit d'office transmettre au plus tôt au même Ordinaire la décision d'instruction et, s'il y a lieu, la sentence terminale du jugement, tant au premier degré qu'en appel. En cas d'arres-

tation, l'ecclésiastique ou le religieux est traité avec les égards dus à son état et à son rang hiérarchique. En cas de condamnation d'un ecclésiastique ou d'un religieux, la peine est purgée, autant que possible, dans des locaux séparés de ceux qui sont destinés aux laïcs, à moins que l'Ordinaire compétent n'ait réduit les condamnés à l'état laïc. »

Art. 9. — « ...Sauf en cas d'urgente nécessité, la force publique ne peut entrer pour l'exercice de ses fonctions dans les édifices ouverts au culte sans en avoir donné avis préalable à l'autorité ecclésiastique. »

Nous n'ignorons pas que Mussolini, dans le discours à la Chambre des députés déjà cité, a prétendu que c'est à tort qu'on a évoqué ici le privilège du for et le droit d'asile. « Non, il n'existe pas de for ecclésiastique : il n'existe en Italie qu'un for civil... » Un journaliste étranger a dit qu'avec cet article (l'article 8) l'Italie est à la merci du Vatican et que personne, à l'exception des ecclésiastiques, ne jouit d'un tel privilège.

Est-il donc nécessaire de rappeler que le grand maître de la Maçonnerie, Domizio Torrigiani, du jour où il fut menacé de perdre la vue, fut transféré du camp de concentration où il était dans une clinique de l'Italie centrale ? Comment s'étonner, dès lors, que si demain un cardinal (hypothèse que

je regarde comme absurde), ou un évêque, ou un prêtre est condamné pour délit politique, il doit être traité avec les égards que tous les régimes ont pour ces sortes de délinquants ?

Au sujet de l'article 9, Mussolini dit qu'il a été parlé de droit d'asile et soutient, avec humour, qu'il n'en est rien. Si un délinquant se réfugie dans une église, les carabinieri lui courront dessus et l'empoigneront. Ce sera rare, car les délinquants ont une sainte terreur des églises. Ils craignent plus les foudres de la divinité que les menottes des carabinieri. Hormis les cas d'urgence, la force publique n'a aucun intérêt particulier à entrer dans les églises, à moins qu'elle n'y soit appelée... Le Duce s'efforce de minimiser l'importance de ces articles. Iemolo, spécialiste en la matière, puisqu'il est professeur de droit ecclésiastique à l'Université catholique de Milan, estime que les articles 8 et 9 rétablissent bien, quoique dans une mesure très limitée, le privilège du for et le droit d'asile.

Beaucoup d'autres articles du Concordat nous paraissent imprégnés de confessionnalisme : l'article 11, par exemple, dans lequel l'Etat reconnaît les jours de fête fixés par l'Eglise; l'article 29, § 1, qui décide que « l'usage de l'habit ecclésiastique ou religieux de la part des laïcs ou de la part d'ecclésiastiques et de religieux auxquels il aurait été in-

terdit par une mesure définitive de l'autorité ecclésiastique qui devra, à cette fin, être communiquée officiellement au gouvernement italien, est défendu et puni des sanctions et peines par lesquelles est défendu et puni le port abusif de la tenue militaire; l'article 34 et l'article 36, dont l'importance est exceptionnelle :

L'article 34 est relatif au mariage; le voici dans son intégralité : « L'Etat italien, voulant redonner à l'institution du mariage, qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, reconnaît au sacrement du mariage, réglé par le droit canonique, les effets civils... Les publications de mariage seront faites non seulement dans l'église paroissiale, mais aussi à la maison communale. Aussitôt après la célébration du mariage, le curé expliquera aux époux les effets civils du mariage, en donnant la lecture des articles du Code civil concernant les devoirs des époux et rédigera l'acte de mariage, dont il transmettra dans les cinq jours une copie intégrale à la commune, afin qu'il soit transcrit dans les registres de l'état civil. Les causes concernant la nullité du mariage et la dispense du mariage contracté et non consommé sont réservés à la compétence des tribunaux et des dicastères ecclésiastiques. Les mesures et les sentences y relatives, une fois devenues

définitives, seront portées devant le Tribunal suprême de la Signature, lequel vérifiera si ont été respectées les règles du droit canonique relatives à la compétence du juge, à la citation et à la légitime représentation ou contumace des parties. Les dites sentences et mesures, avec les décrets y relatifs du Suprême tribunal de la Signature, seront transmises à la Cour d'appel de l'Etat, compétente quant au territoire, laquelle, par ordonnances rendues en Chambre de Conseil, les rendra exécutoires aux effets civils et ordonnera qu'elles soient annotées dans les registres de l'état civil en marge de l'acte de mariage. Quant aux causes de séparation, le Saint Siège consent qu'elles soient jugées par l'autorité judiciaire civile. »

Il nous semble qu'un tel article résoud à lui seul la question qui est ici en cause et qui est de savoir si l'Etat italien est un Etat confessionnel. Des effets civils sont reconnus au sacrement du mariage : l'Italie admet sur son sol des tribunaux autres que les siens, dont les décisions ont force exécutoire, à la condition toutefois de recevoir de l'Etat un visa d'ailleurs de pure forme.

L'article 36 est relatif à l'enseignement : il n'est pas moins significatif. L'Italie considère comme fondement et couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne, selon

la forme reçue de la tradition catholique. Et pour cela, elle consent que l'enseignement religieux donné dans les écoles élémentaires ait un développement ultérieur dans les écoles moyennes, suivant des programmes à établir d'accord entre le Saint-Siège et l'Etat. Cet enseignement sera donné au moyen de maîtres et de professeurs prêtres ou religieux approuvés par l'autorité ecclésiastique, et subsidiairement au moyen de maîtres et de professeurs laïques qui soient, à cette fin, munis d'un certificat de capacité à délivrer par l'Ordinaire diocésain. La révocation du certificat de la part de l'Ordinaire prive, sans autre formalité, l'enseignant de la capacité d'enseigner. Pour le dit enseignement religieux dans les écoles publiques, ne seront adoptés que les livres dont le texte aura été approuvé par l'autorité ecclésiastique.

De tout quoi l'on peut conclure que l'Etat italien est confessionnel; mais, comme nous allons le voir maintenant, son confessionnalisme n'est pas totalitaire, loin de là. D'après Mario Piacentini, avec l'organisation donnée à l'Etat par le fascisme et spécialement avec la loi du 27 mai 1929, n° 810 pour l'exécution des accords de Latran, l'Italie est retournée au concept de la religion catholique entendue comme religion de l'Etat... Mais il y a deux façons d'entendre « la Religion d'Etat ». La pre-

mière est celle des Etats confessionnels, dans le sens strict du mot, qui n'admettent d'autres religions que la religion officielle ou qui, du moins, font aux autres une condition de profonde infériorité. La seconde est celle des Etats qui, comme l'Italie actuelle, reconnaissent au culte de la majorité des citoyens une prééminence et recourent à lui pour toutes les cérémonies officielles; mais, en même temps, sauvegardent pleinement la liberté de conscience et de culte, permettent et admettent l'exercice, même public, de tous les cultes non contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs et établissent la parfaite égalité des citoyens au regard de la loi, quelle que soit la religion. (*Li culti ammessi nello stato italiano*, p. 1 et suiv., Milano, 1934.)

D'après Mussolini, les rapports des Eglises et de l'Etat, en Italie, devaient être instaurés sur les bases suivantes : Etat souverain, Eglise catholique, avec position de prééminence, mais soumise à la souveraineté de l'Etat. Libre admission des autres cultes. Il y avait là des formules difficiles à concilier, des formules difficiles à faire coexister. Et cependant, il semble qu'on y ait réussi.

Nous n'avons pas à revenir sur la situation de privilège de l'Eglise catholique, mais nous devons montrer que les droits légitimes des cultes dissi-

dents ont été, dans l'ensemble, reconnus et respectés. Voici, en effet, comment se présente la condition de ces cultes et de leurs adhérents, spécialement d'après la loi fondamentale du 24 juin 1929, n° 1159.

Liberté de conscience et de culte;

Libre admission et non pas simplement tolérance des religions différentes de celle de l'Etat (article 1^{er}). Egalité des citoyens, quelle que soit leur religion, ou qu'ils soient sans religion aucune, dans la jouissance des droits civils et politiques et dans l'admission aux emplois civils et militaires (art. 4);

Liberté de discussion en matière religieuse dans le sens de liberté de propagande et de prosélytisme (art. 5); dispense de l'enseignement religieux catholique dans les écoles publiques, pour tous ceux qui, pour un motif quelconque, demandent cette dispense. Liberté pour tous les citoyens de choisir entre les diverses formes de mariage celle qui leur convient.

Voici tout d'abord l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1929, n° 1159 : « Sont admis dans le Royaume les cultes différents de la Religion catholique, apostolique et romaine, à la condition qu'ils ne professent pas de principes et ne suivent pas de rites contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

L'exercice, même public, de ces cultes est libre. (Sono amessi nel Regno culti diversi della Religione Cattolica, apostolica e romana, purché non professino principii e non seguano riti contrari all'ordine pubblico o al buon costume. L'esercizio anche publico di tali culti è libero.) »

Cet article est d'une netteté parfaite et en harmonie avec les desiderata de la conscience moderne, desiderata que l'on trouve, par exemple, dans la déclaration sur les données fondamentales et les grands principes du droit international moderne, rédigée par Alesandro Alvarez, approuvée par l'Académie diplomatique internationale, l'Union juridique internationale et l'International Law Association, article 29 : « Tout Etat doit reconnaître à tout individu sur son territoire le droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance dont la pratique n'est pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. »

Dans le statut de 1848, il était dit que les cultes dissidents étaient tolérés; dans la loi du 24 juin 1929, il est dit qu'ils sont admis. Cette dernière expression sonne mieux aux oreilles de leurs adeptes. A l'Assemblée constituante de 1789, Rabaut fulminait déjà contre le mot « tolérance ». « La tolérance, je demande que ce mot soit pros crit à son tour et il le sera, ce mot injuste, qui ne nous pré-

sente que comme des citoyens dignes de pitié, comme des coupables auxquels on pardonne. »

Quelques années plus tard, à la Chambre Haute d'Angleterre, lord Stanhope disait d'une manière quasi-prophétique : « Il fut un temps où les adeptes des cultes dissidents invoquaient la tolérance comme une grâce : ils la réclament aujourd'hui comme un droit, mais un jour viendra où ils la dédaigneront comme une insulte. »

Il faut dire que si le statut du Royaume d'Italie désignait les cultes dissidents sous l'expression cultes tolérés, les lois qui avaient été votées relativement à ces cultes les qualifiaient déjà de « cultes admis »; il en était ainsi, par exemple, du Code pénal de 1889 dans les articles 141 et suivants sur les délits contre la liberté des cultes. Des commentateurs ingénieux prétendaient que c'était très bien ainsi; ils disaient : dans un texte fondamental, comme est le statut, qui doit exprimer d'après quels principes se déroulera l'action de l'Etat, le mot « tollerati » convient bien; dans une loi qui contient des dispositions d'application immédiate, le mot « ammessi » convient bien aussi. N'est-ce pas là trop raffiner ? Dans une lettre au cardinal secrétaire d'Etat du 30 mai 1929, le Pape paraît pourtant pencher un peu vers une telle interprétation : cultes tolérés, cultes admis; ce n'est pas nous qui

élèverons une chicane de mots. La question paraît d'ailleurs résolue, non sans élégance, par la distinction faite entre le statut et les lois d'application : dans le statut, plus théorique et doctrinal, l'expression « tollerati » est préférable ; dans les lois, l'on peut user des expressions « permissi o ammessi », pourvu qu'on les entende loyalement ; pourvu qu'il demeure clairement et loyalement entendu que la Religion catholique — et seulement elle — est, d'après le statut et les traités, la Religion d'Etat, avec toutes les conséquences logiques et juridiques qui découlent de cette situation, spécialement dans l'ordre de la propagande ; pourvu qu'il soit non moins clairement et loyalement entendu que le culte catholique n'est pas purement et simplement un culte permis et admis, mais celui que la lettre et l'esprit du traité et du Concordat désirent voir professer.

Le garde des Sceaux, l'honorable Rocco, dans son rapport à la Chambre des députés, paraît dans le vrai quand il écrit : « La formule dont se sont servies les lois postérieures au statut et dont nous nous servons dans le présent projet de loi, « cultes admis dans l'Etat », est, à juste titre, regardée comme plus convenable que celle de « cultes tolérés » ; mais, du point de vue juridique, elle n'a pas une signification substantiellement différente. Ugo

Jani croit que le garde des Sceaux a raison : du point de vue juridique, il est certain que les lois postérieures au statut et la jurisprudence reconnaissent la pleine liberté de conscience et de culte aux dissidents. Mais, du point de vue moral, il fait bien de condamner et d'exclure la vieille formule qui avait l'air d'impliquer une sorte de réprobation (Un alto problema religioso e civile : Stato, Religione e chiesa (*Fede e Vita*, agosto 1929).

Mario Piacentini estime qu'en se servant de l'expression « ammessi » et non plus « tollerati » dans la loi qui forme la Charte des cultes non catholiques, le législateur italien a fait un acte de justice, non seulement envers les non catholiques italiens qui ne sont, il est vrai, qu'une minorité infime, mais qui sont une réelle élite (tels les Vaudois), mais encore à l'égard des 16 millions d'israélites du monde et des grandes communautés évangéliques des divers pays qui ne pouvaient être flattés de voir leurs cultes simplement tolérés dans un grand pays — et un pays de villégiature — comme l'Italie.

Bref, les adeptes des cultes non catholiques sont pleinement satisfaits de l'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1929. Le Vatican l'est moins. Dans la lettre précitée au cardinal secrétaire d'Etat, Pie XI déclare qu'il n'est pas admissible que l'on veuille faire entendre que l'on a été d'accord dans les actes

de Latran pour désirer assurer une absolue liberté de conscience. Autant vaudrait dire que la créature n'est pas sujette du Créateur; autant vaudrait légitimer toutes les formations, ou plutôt toutes les déformations de la conscience, même les plus criminelles et socialement désastreuses. Si l'on veut dire que la conscience échappe aux pouvoirs de l'Etat, l'on doit reconnaître que, en matière de conscience, la compétence est à l'Eglise et à l'Eglise seule en vertu d'un mandat divin, et que, dans un Etat catholique, la liberté de conscience et de discussion doivent s'entendre et se pratiquer en conformité de la doctrine et des règles de l'Eglise.

Admettre la thèse pontificale serait, a-t-on écrit, mettre l'Etat dans la sujétion complète de l'Eglise (Mario Piacentini : *I culti ammessi*, p. 42). L'Etat peut bien reconnaître la prééminence et des privilèges à l'Eglise de la majorité, mais il ne peut pas renoncer aux conquêtes de la civilisation moderne, au premier rang desquelles figure la liberté de pensée, de conscience et de culte. D'après Giovanni Ferreri, l'attitude de l'Etat ne peut être que celle-ci : il n'a rien à tolérer; il admet ce qu'il estime bon et légitime; il proscriit ce qu'il estime ruineux pour le progrès moral et spirituel de la nation; « non puo tollerare nulla : amette quello che stima buono e legittimo, proscrive quello che

stima rorinoso al progresso morale e spirituale della nazione » (in *Fede e Vita*, juillet 1929, p. 447).

En résumé, l'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1929 a rempli de joie le cœur d'Israël et des communautés évangéliques; mais il a jeté quelque amertume dans le cœur de Pie XI. Ces sentiments contradictoires se sont trouvés exaltés du fait que les accords de Latran venaient de susciter des craintes, qui se sont révélées vaines, chez les adeptes des cultes dissidents et des espérances dans les sphères catholiques, qui ne se sont pas toutes réalisées.

Le législateur italien consacre donc nettement le principe de la liberté de conscience et de culte; admet-il aussi les conséquences logiques qui y sont incluses ? Quelle est sa position par rapport à l'égalité des citoyens devant la loi, quelle que soit leur religion ? L'article 4 de la loi du 24 juin 1929 répond catégoriquement à cette question : La différence de culte ne constitue pas une exception à la jouissance des droits civils et politiques et à l'admissibilité aux charges civiles et militaires : « la differenza di culto non forma eccezione al godimento dei diritti civili e politici ed alla ammissibilità alle cariche civili e militari. » Ici, aucune innovation : c'était l'état de droit sous les régimes antérieurs à l'avènement du fascisme et c'est l'état de droit aujourd'hui. L'article 4 de la loi du 24 juin

1929 est la reproduction textuelle de la loi Riccardo Sinco, du 19 juin 1848.

Cette égalité des citoyens devant l'Etat, quelle que puisse être leur religion, ne fut pas voulue, semble-t-il, par les rédacteurs du statut de 1848; c'est du moins l'avis de Iemolo. « Il est douteux, écrit-il, que le Constituant Sarde de 1848, lequel désirait sûrement conserver à l'Eglise catholique la position d'unique Eglise officielle, ait eu l'intention de faire régner une complète égalisation des citoyens en face de l'Etat, indépendamment de leur confession religieuse (*Elementi di diritto ecclesiastico*, Firenze, 1927, p. 263). C'était, en effet, une conception assez répandue alors — et partagée par Bismark — que les adeptes des cultes dissidents ne devaient pas pouvoir prendre part à la vie publique, c'est-à-dire qu'ils devaient être privés de l'électorat et de l'éligibilité. Cette conception est aujourd'hui dépassée : la déclaration d'Alesandro Alvarez, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, proclame en effet (art. 28) : que tout Etat doit assurer à tout individu sur son territoire la pleine et entière protection du droit à la vie, à la liberté et à la propriété, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion. A notre connaissance, l'article 4 n'a pas soulevé de protestations, tant il est entré dans la conscience mo-

derne que la différence de religion ne doive pas être prise en considération par l'Etat dans ses rapports avec ses sujets.

Il en a été différemment de l'article 5 dont on a dit qu'il était la pierre angulaire de la loi sur les cultes admis. Il est ainsi libellé : « La discussion en matière religieuse est pleinement libre. (*La discussione in materia religiosa e pienamente libera*). » Cette formule se trouvait déjà à la fin de l'article 2 de la loi des garanties du 13 mai 1871; l'attentat contre la personne du Souverain Pontife et la provocation à commettre cet attentat sont punis des peines établies pour l'attentat contre la personne du Roi et pour la provocation à le commettre. Les offenses et les injures publiques commises directement contre la personne du Pape par des paroles, des faits ou par des moyens indiqués dans l'article de la loi sur la presse, sont punies des peines établies à l'article 19 de cette loi. Ces délits sont d'action publique et de la compétence de la Cour d'assises. La discussion sur les matières religieuses est entièrement libre.

L'article 5 n'innove donc pas : mais alors que l'affirmation de la liberté de discussion en matière religieuse était un peu estompée dans l'article 2 de la loi des garanties par suite de la place qu'elle y occupait, elle apparaît en pleine lumière dans l'article 5 de la loi sur les cultes admis.

Est-elle encore tout à fait à sa place ? Il est permis d'en douter; bien que proclamée à l'occasion de la réglementation des cultes dissidents, la liberté de discussion en matière religieuse est un principe fondamental du droit public italien actuel et elle est l'apanage de tous les citoyens. Cette discussion doit rester toutefois courtoise et digne, sous peine de tomber sous les articles du Code pénal qui répriment le mépris de la Religion de l'Etat (art. 402) et aussi sous les coups de la censure. En fait, de graves difficultés pourront naître pour savoir si tel ou tel discours, tel ou tel article n'a pas excédé les limites permises. Comme le dit Mario Piacentini : « toute foi est portée à faire sa propre apologie, et toute apologie ne peut pas ne pas avoir un caractère de polémique ». On peut s'en rendre compte en lisant les apologies religieuses qu'un éditeur italien Formiggini, a demandées à des représentants éminents des diverses confessions :

Apologie du Catholicisme, de Buonaiuti;

Apologie du Protestantisme, de Ianni;

Apologie de l'Hébraïsme, de Lattés.

La liberté de discussion en matière religieuse emporte, comme corollaire, le droit à la propagande et au prosélytisme. C'est ce qu'exprimait, en termes élevés, le rapporteur du projet de loi sur les cultes admis devant le Sénat, l'honorable Paolo

Boselli : « La controverse religieuse, maintenue dans des limites convenables, est souvent un guide vers la vérité. Dans la pensée solitaire germe parfois la rébellion : des controverses savantes, même vives, surgissent parfois des conversions fameuses. »

Le professeur Iemolo, dont l'autorité est considérable en Italie, estime que la liberté de discuter est, par la force même des choses, la liberté de convaincre, et qu'en matière de prosélytisme, il y a parité entre la position de l'Eglise catholique et des autres confessions : « in materia di proselitismo c'è parità di posizione tra la chiesa cattolica e le altre confessioni (*Religione dello stato e confessioni ammesse*, Roma, 1930).

C'est également le sentiment de Vittorio Meacci, qui soutient que propager une doctrine contraire à la Religion de l'Etat, mais admise dans l'Etat ne saurait constituer un fait illicite susceptible de provoquer l'intervention répressive des autorités publiques (*La libertà di propaganda e di proselitismo secondo gli accordi del 11 febbraio 1929 e la legge 24 giugno 1929*, Roma, 1931).

L'Osservatore Romano du 21 septembre 1931 déclarait, avec netteté, que « quand on nie le droit de convertir, on nie par là même le droit d'association, et que le droit de convertir n'est pas particulier aux religions. C'est le droit commun de toute

activité intellectuelle. « Il diretto di convertire non e peculiare delle religioni. E diretto commune dogmi attivita intellettuale. » Il va de soi qu'en une telle matière, l'on ne devrait pas se comporter comme si la fin justifiait les moyens.

Il résulte de tous les textes, déclarations et discours que nous avons cités que la liberté de conscience et de culte existe dans l'Italie mussolinienne. N'y a-t-il pas cependant quelques ombres au tableau ?

CHAPITRE IV

OMBRES AU TABLEAU

Dans l'Italie d'avant Mussolini, une situation de privilège était, semble-t-il, faite aux libres penseurs, aux sectateurs des cultes non catholiques, aux prêtres ayant rompu avec l'Eglise, soit que les gouvernements de ce pays crussent devoir les soutenir spécialement à raison du fait qu'ils constituaient une infime minorité, soit qu'ils fussent favorables à leurs idées. Depuis l'avènement du fascisme, il y a eu un retournement des choses : l'Eglise catholique a retrouvé une position de prééminence qui s'explique, soit par le nombre de ses fidèles, soit parce que les hommes d'Etat actuels sont eux-mêmes catholiques ou sympathisants. Il est possible que la réaction ait parfois dépassé le but. Voici quelques griefs que les écrivains non catholiques font valoir contre l'état de choses résultant des accords de Latran :

Ils sont d'abord unanimes à regretter l'article 5

du Concordat : « Aucun ecclésiastique ne peut être appelé ou demeurer dans un emploi ou une charge de l'Etat italien ou des administrations publiques dépendant de lui sans le « nihil obstat » de l'Ordinaire diocésain. La révocation du « nihil obstat » prive l'ecclésiastique de la capacité d'exercer l'emploi ou la charge assumée. En tous cas, les prêtres apostats ou frappés de censure ne pourront être appelés ni conservés dans un enseignement, dans une charge ou dans un emploi où ils seraient en contact immédiat avec le public. »

C'est surtout le paragraphe relatif aux prêtres apostats et frappés de censure qui a provoqué des critiques. Sans doute, la peine de l'interdiction des charges publiques existe bien dans le Code pénal italien et sous deux formes : permanente et temporaire; permanente dans le cas de condamnations très graves; temporaire dans le cas de certains délits bien spécifiés (art. 28 et suiv. du C. P.).

Il paraît inadmissible d'assimiler à de véritables criminels des prêtres qui n'ont souvent d'autres torts que de ne plus pouvoir croire et qui, souvent, ont une grande élévation de caractère et de conscience. Que l'Eglise se contente de les frapper de peines disciplinaires et de les retrancher de son sein, mais qu'elle ne demande pas aux Pouvoirs publics de les frapper une seconde fois et de leur

enlever les moyens matériels de vivre. Il est vrai qu'ils ne sont exclus que de certains emplois; mais, élevés d'une façon assez spéciale, ils sont souvent portés vers l'enseignement. Bref, il paraîtrait plus indiqué de se contenter vis-à-vis de ces prêtres et religieux de sanctions disciplinaires purement ecclésiastiques et de les admettre, comme les autres citoyens, à toutes fonctions publiques, quitte à prendre des mesures contre eux s'ils en venaient à manquer au respect dû à la religion.

Il faut dire qu'avant l'avènement du fascisme, les chaires d'Histoire du Christianisme des Universités étaient souvent occupées par d'anciens prêtres ou d'anciens religieux. En 1873, l'on supprima toutes les Facultés de théologie dans toutes les Universités du Royaume (Loi du 26 janvier); mais, en même temps, l'on permit au ministre de l'Instruction publique de créer dans les Facultés des lettres et de philosophie des chaires où l'on traiterait des matières théologiques, ayant un intérêt historique, philologique ou philosophique. En conséquence de cette disposition, fut fondée à l'Université de Rome une chaire d'Histoire du Christianisme qui fut occupée pendant plus de vingt-cinq ans par un ecclésiastique apostat, Baldassare Labanca. Pour ce qui est de l'Université royale de Naples, signalons qu'une loi du 16 février 1861 sup-

prima la Faculté de théologie, mais maintint la chaire d'Histoire de l'Eglise. Raffaele Mariano, philosophe hégélien, l'occupa pendant une quinzaine d'années.

Actuellement, deux chaires sont consacrées aux questions religieuses : l'une avait pour titulaire jusqu'à ces derniers temps un prêtre excommunié, Ernesto Buonaiuti; l'autre, Adolfo Amodeo, dont l'ouvrage principal : *Jésus et les origines du christianisme*, est à l'index.

Ce sont peut-être les faits de cette sorte qui ont amené la papauté à demander l'inclusion dans le Concordat du paragraphe relatif aux prêtres qui ont rompu avec l'Eglise. Mais n'est-ce pas tomber d'un excès dans un autre ? Quoi qu'il en soit, le paragraphe susvisé a été appliqué avec beaucoup de modération. A le prendre à la lettre, il semble qu'il eût dû être rétroactif. Il n'en a rien été, comme l'on sait. Des raisons d'humanité s'y opposaient. En définitive, il est moins une réalité qu'un avertissement aux prêtres apostats et censurés de ne pas susciter de scandale.

L'article 36 du Concordat a également soulevé des craintes et des critiques dans les milieux non catholiques. Le voici : « L'Italie considère comme fondement et couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon

la forme reçue de la tradition catholique. Et, pour cela, elle consent que l'enseignement religieux donné dans les écoles élémentaires ait un développement ultérieur dans les écoles moyennes, suivant des programmes à établir d'accord entre le Saint-Siège et l'Etat. Cet enseignement sera donné au moyen de professeurs prêtres ou religieux approuvés par l'autorité ecclésiastique et subsidiairement au moyen de maîtres et de professeurs laïques qui soient, à cette fin, munis d'un certificat de capacité à délivrer par l'Ordinaire diocésain. La révocation du certificat de la part de l'Ordinaire prive, sans autre formalité, l'enseignant de la capacité d'enseigner. Pour le dit enseignement religieux dans les écoles publiques, ne seront adoptés que les livres de textes approuvés par l'autorité ecclésiastique. »

Il est certain qu'entendue dans son sens plein, la première phrase de l'article 36 eût pu mener très loin et habiliter l'Eglise à surveiller tout l'enseignement primaire et secondaire aux fins de sauvegarder la pureté de la doctrine catholique : surveillance des maîtres et des livres mis aux mains des enfants et des jeunes gens. En fait, il ne s'agit que d'une affirmation d'ordre général dont la portée pratique se trouve précisée dans les paragraphes qui suivent. Maîtres et livres ne dépendent

que de l'Etat, sauf en ce qui concerne l'enseignement religieux; si bien que l'on a pu qualifier le système adopté en disant qu'il consiste simplement à donner l'hospitalité dans les écoles publiques à l'enseignement religieux et aux maîtres chargés de cet enseignement. L'Etat « si e limitato soltanto ad ospitare nolle aule, scolastiche l'integremento religioso, a cura di in seguanti approvati dall' autorità ecclesiastica » (Mario Piacentini, *I Culti ammessi*, p. 16). Il n'est pas aisé de concilier l'indépendance et la liberté des maîtres avec l'idée que l'Italie considère comme fondement et couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique : c'est une question de tact et de doigté; tact qui s'impose d'autant plus que nul ne peut se flatter de véritables certitudes et qu'il s'agit d'enfants encore jeunes. En fait, les maîtres des écoles publiques d'Italie imprègnent leurs leçons, dès que les matières s'y prêtent, des dogmes du fascisme plutôt que des dogmes du catholicisme.

En somme, dans le Concordat, deux articles seulement (art. 5 et 36) paraissent, dans quelques-unes de leurs dispositions, peu compatibles avec le principe de la liberté de conscience et de culte et de l'égalité des citoyens devant l'Etat, quelles que puissent être leurs opinions philosophiques ou re-

ligieuses, réserve faite de l'ordre public et des bonnes mœurs; mais c'est dans le nouveau Code pénal que se trouvent des discriminations qui ont amené l'un des meilleurs juristes israélites de l'Italie actuelle à écrire, non sans quelque exagération, qu'une égale liberté de conscience et de culte et une inégale protection pénale sont évidemment des termes contradictoires : « uguale liberta di coscienza e di culto e disuguale protezione penale sono evidentemente permini contraddittori » (*Le minoranze religiose in Rassegna mensile di Israël*, août 1930, p. 14).

Voici d'abord les articles du Code pénal qui ont provoqué les vives protestations de Falco et d'un assez grand nombre d'autres sommités juridiques.

Art. 402. — « Quiconque injurie publiquement la religion de l'Etat est puni de réclusion pour un an au maximum. »

Art. 403. — « Quiconque, publiquement, offense la religion de l'Etat au moyen de l'injure vis-à-vis de ceux qui la professent est puni de deux ans de réclusion au maximum. La réclusion de un à trois ans au maximum est prononcée contre celui qui offense la religion de l'Etat au moyen d'injures à l'égard d'un ministre du culte catholique. »

Art. 404. — « Quiconque, dans un lieu destiné au culte ou dans un lieu public ou ouvert au pu-

blic, offense la religion de l'Etat au moyen d'injures et du mépris des choses qui forment l'objet du culte ou qui sont destinées nécessairement à l'exercice du culte, est puni de la réclusion de un à trois ans. La même peine est appliquée à celui qui commet le même fait à l'occasion des cérémonies religieuses qui sont accomplies dans un lieu privé par un ministre du culte catholique. »

Art. 405. — « Quiconque empêche ou trouble l'exercice des fonctions, des cérémonies ou des pratiques religieuses du culte catholique, lesquelles s'accomplissent avec l'assistance d'un ministre de ce culte soit dans un lieu destiné au culte, soit dans un lieu public ou ouvert au public, est puni de la réclusion pour deux ans au maximum. S'il y a en même temps des faits de violence contre les personnes ou des menaces, la réclusion va de un à trois ans. »

Art. 724. — « Quiconque blasphème publiquement avec des paroles outrageantes et des invectives contre la divinité ou les symboles ou les personnes vénérées dans la religion de l'Etat est puni d'une amende de cent à trois cents liras. Est frappé de la même peine quiconque se livre à des manifestations publiques et outrageantes contre les défunts. »

A ces textes, il y a lieu d'ajouter encore la loi

du 31 décembre 1925 sur la surveillance des journaux et publications périodiques qui réprima de façon spéciale les injures au Souverain Pontife et à la Religion de l'Etat.

Les articles du Code pénal que nous venons de citer ne visent expressément que les offenses à la Religion de l'Etat; mais il y a un article 406 qui est relatif aux délits contre les cultes admis dans l'Etat et qui est ainsi conçu : « Quiconque commet un des faits prévus dans les articles 403, 404 et 405 contre un des cultes admis dans l'Etat est puni dans les termes de ces articles, mais la peine est diminuée »; de telle sorte que la discrimination faite par le Code pénal entre le culte catholique et les cultes dissidents se réduit à deux choses. Il y a quelques textes (Art. 402, art. 724, § 1, loi du 31 décembre 1925) qui ne protègent que la religion catholique et son chef, et il y en a d'autres qui la protègent davantage que les autres cultes (articles 403, 404 et 405).

Mario Piacentini précise ainsi l'état de choses existant. Le nouveau Code pénal établit, pour la seule religion catholique, la protection pénale contre l'outrage public (art. 402). Quant aux autres délits : trouble apporté dans les cérémonies religieuses (art. 405), offense à la religion par l'outrage aux personnes (art. 403), offense à la reli-

gion par l'outrage aux choses saintes (art. 404), il prévoit à titre d'hypothèse fondamentale le cas où ils sont commis contre la religion catholique et considère comme circonstance atténuante le fait qu'ils sont commis à l'encontre d'un autre culte. Enfin, le Code pénal de 1930 considère le blasphème comme une atteinte à la police des bonnes mœurs, mais il ne le prend en considération que s'il s'agit de la Religion officielle de l'Etat, sans aucune référence aux autres religions (art. 724).

Tels sont, semble-t-il, les seuls articles du Code pénal qui font une discrimination entre le culte catholique et les cultes dissidents. Pour le reste, c'est la parité. Voici quelques exemples assez significatifs : C'est une circonstance aggravante que de profiter de sa situation de ministre d'un culte — quel qu'il soit — pour commettre un délit. En sens inverse, c'est aussi une circonstance aggravante que de commettre un délit contre le ministre d'un culte quelconque à raison de ses fonctions (art. 61 du C. P.). La formule du serment en justice est la même, quelle que soit la croyance de celui qui le prête. Les ministres de tous les cultes sont dispensés de témoigner toutes les fois que le secret professionnel est en cause : « i ministri della Religione cattolica o di un culto ammesso nello stato ».

Notons encore que la loi électorale du 2 septembre 1928, n° 1993, met sur le même plan le clergé catholique — séculier ou régulier — et les ministres des cultes admis dans l'Etat : « *siano membri del clero cattolico, secolare o regolare, ovvero ministri di culto ammesso nello stato* ».

Dans l'ensemble donc, les cultes dissidents ne sont pas l'objet de discriminations défavorables; restent toutefois les articles du Code pénal que nous avons reproduits. Le professeur Mario Falco les regrette grandement, partant de ce fait que « si la religion est considérée comme un facteur de civilisation, comme une force morale, comme une institution qui incite les fidèles à l'amour du prochain, à l'accomplissement du devoir, à l'amour de la patrie, chaque religion a droit à une égale protection du droit pénal, parce que l'Etat a intérêt à la conservation et au respect de chacune dans ses principes et dans ses doctrines ». Cet éminent professeur estime que la variété même des religions — avec leur histoire et leurs croyances propres — est un enrichissement pour l'Etat qu'il doit préserver (*Le minoranze religiose ed il progetto del nuovo Codice penale*, agosto 1930, p. 119).

Ugo della Seta, professeur de philosophie à l'Université de Rome, demande aussi que le nouveau Code pénal soit retouché : « Si, écrit-il, dans un

Code pénal, une action donnée est considérée comme délit, cette même action — exception faite des circonstances qui pour tous aggravent, atténuent ou éliminent la responsabilité — ne peut pas être tenue pour un délit grave ou pour un délit léger, ni à plus forte raison être considérée comme un délit pour les uns et non pour les autres, et cela à raison de la différence de confession religieuse » (*Le minoranze religiose del nuovo Codice penale*, Roma, 1931, p. 178). A première vue, cette argumentation syllogistique est frappante; peut-être, au fond, est-elle assez superficielle.

Quoi qu'il en soit, la Commission parlementaire chargée d'examiner le projet de Code pénal émit, à l'unanimité, le vœu que toute discrimination, dans ce domaine comme dans tout autre, disparût du droit pénal. Voici, spécialement, comment s'exprima le président d'Amelio : « La diminution de peine, dans le cas d'un délit contre un culte dissident, ne me paraît pas opportune; avant tout et quel que soit le culte, le délit offense toujours également l'idée du divin à laquelle le culte est dédié. Il faut, en outre, se rendre compte que ceux qui croient dans un culte admis dans l'Etat ne sont pas moins offensés des délits contre ce culte que ne le sont les catholiques des délits contre le leur. » Ce sentiment mérite une égale protection. Du point de

vue social, enfin, l'offense à un culte minoritaire prendrait assez facilement l'aspect d'une persécution, ce qui ne serait pas sans dangers; du fait même que les cultes dissidents ne comptent que fort peu d'adeptes, ils ont droit à une protection au moins égale à celle du culte catholique, à cause de leur faiblesse même.

Ces raisons ont une valeur incontestable : cependant, elles n'ont pas prévalu, la discrimination dans la répression apparaissant comme une conséquence de la situation de prééminence faite au culte catholique : prééminence due elle-même à ce que ce culte est professé par la quasi-totalité des Italiens. C'est le point de vue que développe le garde des Sceaux dans l'exposé des motifs du projet du Code. « Il ne semble pas, écrit l'honorable Rocco, que le système adopté viole le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, puisque les citoyens en tant que tels ne sont pas en cause dans cette question; il ne s'agit que d'attribuer une protection plus grande à un Institut de caractère religieux auquel l'Etat, qui n'est plus agnostique mais catholique, reconnaît une situation de prééminence, du fait que le catholicisme est la religion officielle et celle de la presque totalité des habitants. »

Certains juristes appartenant aux cultes dissidents accepteraient que les délits prévus aux arti-

cles 403, 404 et 405 contre le culte catholique, mais étendus par l'article 406 aux cultes dissidents, fussent, en fait, moins punis quand il s'agit de ces cultes que quand il s'agit du culte catholique. Du fait que la Religion catholique est la Religion officielle de l'Etat, l'on peut en effet prétendre que les offenses à cette Religion atteignent l'Etat lui-même et présentent une gravité particulière. Mais il n'est pas désirable qu'une telle différenciation figure dans les textes : on pourrait s'en remettre à la sagesse des juges.

Mais les articles 403, 404 et 405 ne visent pas les offenses faites directement à la Religion : ils ne visent que des offenses indirectes, par injures envers les personnes, envers les choses, ou trouble des cérémonies. Or il est deux articles, l'article 402 et aussi, semble-t-il, l'article 724, qui répriment les offenses directes à la Religion et au Dieu des catholiques, mais qui ne s'appliquent pas aux cultes dissidents. Et c'est là le grief essentiel que les adeptes de ces cultes, et certains juristes, élèvent contre le nouveau Code pénal dans le domaine qui nous occupe. Dans l'exposé des motifs du projet de Code, le garde des Sceaux reconnaît que « parmi les corps consultés », il y en a qui ont signalé l'opportunité de punir, fût-ce légèrement, les offenses aux cultes admis dans l'Etat, ne trouvant

pas rationnel de protéger ces cultes seulement à travers les personnes, les choses et les troubles des cérémonies, et non point à raison du respect dû aux croyances fondamentales qui sont à la base de ces cultes : « e non anche attraverso il rispetto alle credenze fondamentali, elle quali i culti si informano ». Il paraît, en effet, souhaitable que le sentiment religieux soit protégé en soi et pour soi, indépendamment de la confession dans laquelle il s'exprime. En résumé, dans le nouveau Code pénal italien, il y a quelques articles qui prohibent spécialement les offenses directes à la Religion catholique et il n'y en a pas qui le fassent nommément pour les autres cultes.

Est-ce à dire qu'on puisse les outrager impunément ? Il ne semble pas : c'est du moins ce que l'on peut inférer d'une réponse du ministre de l'Intérieur, l'honorable Federzoni, au député Ruffini. Celui-ci ayant demandé que « l'outrage aux religions professées par les peuples civilisés et permises dans le Royaume fût puni », le ministre observa que le Code pénal, dans ses dispositions générales et l'article 18 du décret sur la presse, étaient, à cet égard, suffisants. Voici l'article du Code pénal qui paraît susceptible d'application en l'espèce : « Quiconque, dans un lieu public ou ouvert au public, accomplit des actes contraires à la

décence publique, est puni d'un emprisonnement d'un mois au maximum et d'une amende de cent à deux mille liras. Est punissable d'une amende de cinq cents liras, celui qui, dans un lieu public ou ouvert au public, use d'un langage contraire à la décence publique. » Et voici l'article 18 de l'Edit sur la presse du 20 mars 1848, n° 695, qui paraît bien toujours en vigueur, d'après la réponse du ministre Federzoni : « Quiconque, par l'un des moyens prévus à l'article 1^{er}, tourne en dérision ou outrage l'une des religions ou des cultes permis dans l'Etat sera puni d'une peine de six mois de prison au maximum et d'une amende pouvant aller jusqu'à cinq cents liras. »

En somme, la législation en vigueur dans l'Italie actuelle respecte les principes de la liberté de conscience et du culte et de l'égalité des citoyens devant la loi, sans qu'il soit fait acception des croyances religieuses. Certes, la Religion catholique a une position de privilège, mais, sauf peut-être sur quelques points, cette situation peut se justifier par le fait que la quasi-totalité des Italiens sont catholiques. Les représentants des cultes dissidents l'admettent eux-mêmes, du moins dans la plupart des cas. Ils acceptent, par exemple, que le mariage des catholiques soit réglé presque complètement par le droit canonique, alors que celui des non catholi-

ques l'est par les lois civiles. Il n'eût pas été possible d'adopter des normes identiques, soit que les cultes dissidents n'aient pas de statuts propres du mariage, tels les évangélistes; soit qu'ils admettent le divorce, qui paraît contraire à l'ordre public italiens, tels les israélites et les orthodoxes. Ils reconnaissent également qu'il n'était pas nécessaire d'instituer des chapelains non catholiques dans les services de l'armée, dès le temps de paix, ni dans les services des hôpitaux ou des prisons; les dissidents sont en trop petit nombre. Ils acceptent encore que le fonds du culte ne subventionne que les dignitaires ecclésiastiques catholiques — car ce n'est là qu'une compensation — les lois « éversives » des années 1860 à 1870 ayant confisqué le patrimoine de l'Eglise catholique.

Sur le terrain des textes, la législation italienne des cultes paraît, en définitive, réaliste et bien équilibrée. Mais cette législation a-t-elle été appliquée dans un esprit libéral et, en fait, les représentants autorisés des cultes dissidents sont-ils satisfaits de l'état de choses actuel ? Telles sont les deux questions que nous voudrions examiner pour conclure.

CONCLUSION

Il est certain que des actes d'intolérance se sont produits çà et là à la suite des accords de Latran : actes tendant surtout à empêcher la liberté de propagande et de prosélytisme, à chasser de leurs postes certains fonctionnaires ou de leurs chaires des professeurs non catholiques, à entendre d'une façon trop large et abusive l'article 5 du Concordat qui vise seulement les prêtres apostats et frappés de censure, mais non les professeurs qui sont nés dans une religion dissidente ou même qui en ont embrassé une au cours de leur existence. Mais ces manifestations d'intolérance n'ont été que sporadiques et les autorités supérieures ne les ont pas favorisées. Or, dans un pays totalitaire comme l'Italie, les organes locaux sont très sensibles aux souffles qui viennent de Rome.

Dans le temps des *Te Deum* et des sonneries de cloches célébrant les accords de Latran, les adeptes des cultes admis furent, comme on l'a vu, assez inquiets. Ces perplexités tombèrent vite. C'est qu'en

effet les rapports du Vatican et du Gouvernement fasciste ne gardèrent pas longtemps la chaleur qu'ils avaient le 11 février 1929. A diverses reprises, ils se gâtèrent même tout à fait et le fascisme ne respecta pas toujours la situation de privilège qu'il avait reconnue à l'Eglise catholique. Les cultes dissidents profitèrent naturellement de ces discordes, si bien que les représentants des cultes admis sont peut-être aujourd'hui plus satisfaits du fascisme que ne le sont les dirigeants de l'Eglise catholique.

Voici des déclarations qui ne peuvent laisser de doute à ce sujet. « L'Etat fasciste, écrit Mario Piacentini, dans le moment même où il s'est affirmé Etat catholique, a résolu adéquatement et heureusement le problème des minorités religieuses » : « Lo stato fascista, nel momento stesso in cui si è affermato stato cattolico, ha risoluto adeguatamente et felicemente il problema della minoranze religiose » (*I culti ammessi*, p. 26).

Le même auteur dit ailleurs que « les non catholiques sentent que toutes leurs légitimes aspirations sont satisfaites et que la loi sur les cultes admis, si elle continue d'être appliquée avec fermeté, équité et esprit de justice, sera toujours la norme qui apporte pleine satisfaction à leur esprit religieux ».

Dans *Date a Cesare*, Missiroli a reproduit des interviews de certains ministres des cultes dissidents : ils sont parfois dithyrambiques (p. 134 et suiv.). Plus probantes encore sont les adresses officielles envoyées au Gouvernement italien par les églises dissidentes. Ces adresses expriment toutes une égale satisfaction. En voici deux qui émanent du Synode vaudois, la première destinée à Son Excellence le Chef du Gouvernement : « Le Synode vaudois, réuni dans sa session annuelle à Torre Pellice, les délégués des principales églises du monde étant présents, a pris connaissance avec un vif contentement de la promulgation de la loi du 24 juin sur l'exercice des cultes admis dans l'Etat. Il exprime sa gratitude à S. E. le Chef du Gouvernement national pour la réaffirmation solennelle faite dans cette loi des grands principes de civilisation qui sont à la base de notre droit public, tels que la liberté de conscience et de culte, l'égalité des citoyens devant la loi, quelle que soit la religion qu'ils professent, la liberté de discussion en matière religieuse. Il invoque la bénédiction du Très Haut sur le Chef du Gouvernement et sur la patrie, afin qu'elle prospère et grandisse pour le bien de tous ses fils. »

La deuxième adresse est pour le garde des Sceaux, l'honorable Rocco; elle reproduit à peu

près la première, puis poursuit ainsi : « Le Synode fait des vœux fervents pour que les règlements d'application de la dite loi que le Gouvernement national, dans sa sagesse, élaborera, en exprimant toute la substance, à tous égards, et spécialement en assurant l'assistance religieuse aux non catholiques durant le service militaire, en instituant la parification des cultes du point de vue de la bienfaisance, de l'instruction et de l'éducation, et spécialement en reconnaissant à la Table vaudoise l'autonomie juridique et administrative dont elle a joui jusqu'ici et qu'elle réclame aujourd'hui du Gouvernement national, à raison de siècles de fidélité et de dévouement à la patrie. »

De fait, les règlements pris pour l'application de la loi du 24 juin 1929 ont été tenus pour pleinement satisfaisants (Falco : *Il nuovo Decreto sui culti ammessi*, Israël, 25 avril 1930). Les cultes dissidents, qui ne comptent que quelques milliers d'adeptes en Italie, ne peuvent pas porter ombrage au fascisme, ni se mesurer avec lui. D'autre part, ces cultes, qui n'ont que peu de sectateurs dans la métropole, en ont beaucoup à l'étranger et même dans les pays qui dépendent de l'Italie. Le fascisme a déjà assez d'adversaires au dehors pour ne pas s'en créer à plaisir sur le terrain religieux où l'humanité est si sensible aujourd'hui.

Certes, depuis 1938-39, de graves incapacités sont venues frapper les israélites : prohibition de principe des mariages avec les Italiens, défense de pénétrer dans le Royaume et même expulsion dans certains cas; impossibilité d'être inscrits au parti fasciste, d'être à la tête d'une industrie ou d'un commerce employant plus de cent personnes, de posséder plus de cinquante hectares de terres, de servir dans les armées, soit en temps de paix, soit en temps de guerre. Mais il est essentiel d'observer que ces mesures n'ont pas été prises pour des motifs d'ordre religieux. Ce n'est pas à cause de leur religion que les israélites encourent des déchéances, mais à cause de leur attitude vis-à-vis du fascisme, et surtout à cause de leur race. Toute la législation antiisraélite s'inspire des décisions et des directives émanées du Grand Conseil du Fascisme, dans sa session du 6 octobre 1938. Il s'agit avant tout de protéger la pureté de la race italienne. Voici, en effet, comment s'exprime le Grand Conseil du Fascisme : « Il grand Consiglio del Fascismo, in seguito alla conquista dell'impero, dichiara l'attualità urgente dei problemi razziali e la necessità di una coscienza razziale. Ricorda che il Fascismo ha svolto da sedici anni e svolge una attività positiva, diretta al miglioramento quantitativo a qualitativo della razza italiana, miglierà-

mento che potrabbe essere gravemente compromesso, con conseguenze politiche incalcolabili da incroci e imbarbardimenti. Il problema ebraico non eche l'aspetto metropolitano di un problema di carattere generale. »

Le Grand Conseil du Fascisme Italien remarque que la création de l'Empire Italien a rendu plus aigu le problème de la protection de la race italienne. Il rappelle que, depuis seize ans, le fascisme s'est sans cesse préoccupé de l'amélioration de cette race, mais que ce qui a été fait menace d'être compromis du fait de l'afflux d'éléments étrangers et inférieurs. Il souligne enfin que la question juive n'est qu'un élément de ce problème plus vaste. C'est donc par-dessus tout pour des motifs d'ordre racial que les israélites sont placés dans une position d'infériorité par rapport aux Italiens.

Mais le Grand Conseil du Fascisme ajoute que c'est aussi par représailles : « Le Grand Conseil du Fascisme rappelle que l'Hébraïsme mondial — spécialement depuis l'abolition de la Franc-Maçonnerie — a été l'animateur de toutes les campagnes antifascistes; qu'il a été unanimement hostile à l'Italien en 1924-25, et particulièrement pendant la guerre d'Ethiopie. Il prétend même que, depuis 1933 surtout, l'esprit des israélites italiens s'est

trouvé perverti et contaminé par l'apport d'éléments étrangers et il conclut qu'il y a antinomie entre le Fascisme et l'Hébraïsme » : « l'immigrazione di elementi stranieri accentuatasi fortemente dal 1933 in poi a peggiorato lo stato d'animo degli ebrei italiani, nei confronti del Regimine, non accettato sinceramente, poi che anti tetico a quella che è la psicologia, la politica, l'internazionalismo de Israele. »

Deux raisons ont donc dicté la législation anti-israélite : protection de la race italienne, défense du régime fasciste. Mais, du point de vue liberté de conscience et de culte, presque rien n'a été changé à l'état de choses que nous avons exposé. Le Grand Conseil du Fascisme le déclare de façon formelle : « nulla si innovi per quanto riguarda il libero esercizio del culto e l'attività delle comunità ebraiche secondo la leggi vigenti ». Il n'est rien innové en ce qui regarde le libre exercice du culte et l'activité des communautés hébraïques qui reste régie par les lois en vigueur.

Il est vrai que les écoles de tout ordre, publiques ou privées, fréquentées par des enfants italiens, sont fermés aux élèves de race hébraïque : « alle scuole di ogni ordine e grado, pubbliche o private, frequenta pe da alunni italiani, non passono essere iscritti alunni di razza abraica (Regio decreto-legge

15 novembre 1938, XVII, n° 1779, Convotito in legge, 5 gennaio 1939, XVII, n° 98, art. 3). Mais l'article 5 du même texte est assez libéral : il stipule que pour les enfants de race hébraïque, il sera créé des sections spéciales des écoles élémentaires, aux frais de l'Etat, « a spese dello stato », dans toutes les localités où le nombre des élèves ne sera pas inférieur à dix. En outre, les communautés israélites peuvent, si elles le veulent, sous certaines conditions, créer des écoles primaires et secondaires avec des professeurs juifs et des ouvrages juifs (art. 6).

Le Grand Conseil du Fascisme décide encore que « toute tentative de faire pression sur les israélites pour les faire abjurer sera rigoureusement réprimée : « ogni forma di pressione sugli ebrei, per ottenere abjure, sia rigorosamente repressa », preuve évidente que les juifs ne sont pas exclus de la plénitude des droits de cité à raison de leur religion, mais à raison de leur race et dans la crainte qu'ils ne contaminent et n'efféminent la race italienne. Bref, la législation antiisraélite est, si l'on veut bien nous passer cette expression, une législation de prophylaxie et non de persécution, et l'Italie actuelle respecte, dans une large mesure, le principe de la liberté de conscience et de culte.

BIBLIOGRAPHIE

- FRIEDBERGH RUFFINI. — *Traitato di diritto ecclesiastico*, Torino, 1893.
- RUFFINI. — *La libertà religiosa*, Torino, 1901.
— *Diritto di libertà*, Torino, 1926.
- LUZZATI. — *La libertà di coscienza e di scienza*, Milano, 1909.
- DEL GIUDICE. — *Corso di diritto ecclesiastico*, Milano, 1929-1930.
- PIACENTINI (Mario). — *I culti ammessi*, Milano, 1934.
- DELLA SETA UGO. — *Le minoranze religiose nel nuovo Codice penale*, Roma, 1931.
- FALCO. — *Il nuovo decreto sui culti ammessi nel Israel*, 25 avril 1930.
— *Le minoranze religiose ed il progetto del nuovo Codice penale. Rassegna mensile di Israel*, 1930.
- MAGNI. — *Intorno al nuovo diritto dei culti acattolici ammessi in Italia studi sossaresi*, 15 mai 1931.
- MUSSOLINI. — *Gli accordi del Laterano*, Roma, 1929.
- AVACK (D'). — *Il diritto matrimoniale dei culti acattolici, nel ordinamento giuridico italiano*, Roma, 1933.
- LOMBARDI. — « La celebrazione del matrimonio acattolico », *Rivista amministrativa del Regno*, 1930.
- SCELLE (Georges). — *Précis de droit des gens*, Sirey, 1934.
- HAURIOU. — *Précis de droit constitutionnel*, Sirey, 1929.
- BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*, Paris.

Vu ; Le Doyen,
G. RIPERT

Vu, bon à imprimer.
Le Président de thèse
SIBERT

Vu et permis d'imprimer :
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions
de Recteur de l'Académie de Paris
MAURAIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1
Chapitre premier. — Qu'est-ce que la liberté de conscience et de culte ?	11
Chapitre II. — De quand date en Italie le principe de la liberté de conscience et de culte ?.....	26
Chapitre III. — Le fascisme a-t-il sacrifié la liberté de conscience et de culte ?	49
Conclusion	97
Bibliographie	105



